

Comité
Communiste
Internationaliste
(Trotskyiste)

COMBATTRE

POUR EN FINIR AVEC LE CAPITALISME



Pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire et d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire

Sarkozy battu :

**ABROGATION DE TOUTES LES LOIS
ET MESURES REACTIONNAIRES !**



p. 2

N° 26

18 juin 2012

Prix : 1,00 €

Grèce, Italie, Espagne :
**Vers la dislocation de
la zone euro**

p. 2, 20 & 21

Québec :
**POUR LA GREVE
GENERALE !**

p. 18

Contact :

ccit@cci-t.org

Site : <http://cci-t.org>

Sommaire complet.....p. 8

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

LA MARCHÉ A LA DISLOCATION DE LA ZONE EURO

Si la crise mondiale du capitalisme frappe tous les pays, elle se manifeste en particulier en Europe où elle accélère la marche à la dislocation de la zone euro. Dans la lutte de tous contre tous, les vieilles bourgeoisies européennes sont prises en étau. Elles ne bénéficient ni des avantages relatifs d'une main d'œuvre à bas coût, comme la Chine ou l'Inde, ni de la place de l'impérialisme dominant, les USA, qui fait tourner la planche à billet sans contrepartie, mais dont le dollar reste encore la première monnaie de réserve et d'échange.

La Grèce tombe de Charybde en Scylla, avec un recul de son PIB de 6,5 % sur un an, une 5^{ème} année de récession d'affilée, un risque de plus en plus grand de banqueroute totale et une sortie de l'euro de plus en plus probable. L'Espagne, déjà chancelante, bascule à son tour : les banques espagnoles plombées par quelques 180 milliards d'euros de créances douteuses, essentiellement contractées du temps de la bulle immobilière, ne peuvent plus ni tenir leurs engagements ni se refinancer sur le marché. Le secours ne peut plus venir de l'Etat espagnol, lui-même endetté, qui, faute de pouvoir tenir ses objectifs de réduction du déficit, emprunte difficilement à plus de 6,5 % sur 10 ans alors que les Régions se débattent elles-mêmes dans des déficits abyssaux.

Quant aux entreprises et aux ménages, ils sont eux aussi endettés à hauteur de 218 % du PIB. Suivant la métaphore bien connue des rats quittant le navire, les investisseurs espagnols et étrangers retirent leurs capitaux : 97 milliards d'euros de retrait des dépôts et prêts bancaires espagnols au 1^{er} trimestre 2012, dont plus de 66 milliards pour le seul mois de mars, auxquels il faut ajouter sur la même période environ 35 milliards de retrait sur les actions et obligations. Naturellement, ces financiers avisés n'ont pas connu les mêmes difficultés pour retirer leur argent que certains petits épargnants espagnols qui n'y parviennent plus aujourd'hui !

Malgré sa volonté d'échapper au sort de la bourgeoisie grecque, presque mise sous tutelle de la bourgeoisie allemande au travers des conditions et du contrôle de la Commission Européenne, la bourgeoisie espagnole a dû se résoudre à accepter un plan de sauvetage européen de 100 milliards d'euros qui s'accompagne évidemment d'une pression renforcée sur elle.

Il est vrai que la fierté de la bourgeoisie espagnole n'a pas pesé bien lourd devant les risques de krach et les inquiétudes des bourgeoisies américaine, allemande, française et autres. L'effondrement de l'Espagne, quatrième puissance économique européenne, aurait des conséquences beaucoup

L'ECHEC DE SARKOZY, UNE DEFAITE POUR LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

Dans cette situation, la défaite de Sarkozy aux élections présidentielles est une défaite pour la bourgeoisie française. Le programme de Sarkozy pour sa deuxième candidature, loin des promesses de la première, se concentrait sur les attaques les plus réactionnaires contre la classe ouvrière et la jeunesse. Sarkozy battu, la bourgeoisie n'a bien sûr aucune crainte de voir Hollande s'attaquer au capitalisme, mais le résultat des élections a exprimé un rapport de forces entre les classes (déformé car toujours défavorable à la classe ouvrière sur le terrain des élections) qui n'est pas en faveur de la bourgeoisie.

Plus exactement ces élections ont fait ressortir la division de l'électorat de la bourgeoisie entre l'UMP et le FN, fatale à

plus lourdes que celui de la Grèce en Europe et, par effet de dominos, dans le monde. Les banques françaises, par exemple, sont engagées pour 132 milliards d'euros en Espagne. Voilà pourquoi Barack Obama a pressé les dirigeants européens de trouver une solution, l'Europe étant elle-même le principal partenaire économique des USA.

Mais en fait de solution, c'est à peine un sursis. Sur le fond, pas plus que les quelques 300 milliards de prêts à la Grèce n'ont en quoi que ce soit permis que la situation s'améliore, de même les 100 milliards consentis aujourd'hui à l'Espagne ne sont qu'un nouveau cataplasme sur une jambe de bois. La crise mondiale de surproduction couplée avec la baisse des taux de profit a déjà généré un endettement fantastique pour tenter de continuer d'alimenter production et consommation tandis que s'est développé un formidable parasitisme financier. Loin d'être un remède à la crise, l'injection de milliards supplémentaires participe au contraire au développement de la crise !

La bourgeoisie allemande est parfaitement consciente du danger d'être emportée elle aussi dans la tourmente. Tout en renforçant son influence et son contrôle sur les économies défailtantes de la zone euro en tant que principal bailleur de fonds, elle prépare maintenant ouvertement, sous couvert d'union politique, une configuration européenne plus restreinte et resserrée autour d'elle, ouverte aux seuls pays encore à peu près viables économiquement. C'est le sens de la récente déclaration d'Angela Merkel :

« Nous devons pas à pas abandonner des compétences à l'Europe [...] mais nous ne devons pas rester immobiles parce que l'un ou l'autre pays ne veut pas encore suivre... ».

Et comme pour la Chancelière « *la croissance et la consolidation budgétaire sont les deux faces d'une même médaille* » pas question de céder aux demandes pressantes des bourgeoisies française ou italienne pour faire de la relance à coup d'« euro-bonds » sur le dos de l'Allemagne.

Tant que la crise économique se tenait en lisière, les bourgeoisies européennes vantaient l'idéal fantasmé d'une Europe de plus en plus intégrée et homogène. Aujourd'hui, la bourgeoisie la plus puissante d'Europe, l'Allemagne, dicte brutalement ses conditions aux plus faibles et les rivalités, notamment avec la bourgeoisie française, déjà présentes mais contenues auparavant, ne vont faire que s'aviver, alors que la dislocation de la zone euro menace.

Sarkozy, alors que du côté de la classe ouvrière et de la jeunesse, la volonté de se débarrasser de Sarkozy l'a emporté sur toutes les autres considérations.

Cette division des partis de la bourgeoisie et de son électorat est elle-même le produit de la crise économique, de l'impuissance de la bourgeoisie à la juguler, de la radicalisation de toute une partie de la petite bourgeoisie, mais aussi d'une fraction du prolétariat, sur des positions ultra-réactionnaires et chauvines, ne jurant plus que dans le protectionnisme absolu alors que la grande bourgeoisie reste attachée au libre échange et à l'Europe. Sarkozy prétendait endosser le costume de Bonaparte et rassembler sous sa conduite toutes les fractions de la bourgeoisie. Son échec

apparaît aussi dans la division des rangs des partis bourgeois.

Voilà donc la bourgeoisie contrainte de laisser la direction des affaires à un François Hollande qui multiplie les signaux sitôt élu pour signifier son respect absolu de l'Etat bourgeois, mais qui, en même temps, doit bien faire quelques pas de danse, les plus mesurés possibles, en direction des salariés, ne serait-ce que pour essayer d'assurer l'élection ou la réélection du plus grand nombre de députés aux législatives, ce qui reste quand même un des moteurs essentiels du PS.

Or la bourgeoisie française, déjà en perte de vitesse et distancée par ses concurrentes, n'a ni de temps à perdre ni de faux frais, mêmes les plus minimes, à engager. Mais surtout le risque existe de voir la classe ouvrière et la jeunesse, s'appuyant sur une confiance en partie retrouvée dans leurs forces, exiger que toute la politique et les mesures de Sarkozy soient désormais mises à bas, maintenant que celui-ci a été renvoyé dans ses foyers.

Le résultat du premier tour des législatives, avec une abstention à près de 43 % et beaucoup plus dans nombre de villes ou quartiers ouvriers, indique d'abord combien le vote de la classe ouvrière et de la jeunesse aux présidentielles était

LA COLLABORATION DE CLASSE APPELEE A LA RESCOURSE

A défaut d'état de grâce, Hollande va devoir d'autant plus s'appuyer sur les directions syndicales pour tenter de contrôler la classe ouvrière et faire passer sa politique, non seulement maintenir l'essentiel des mesures et lois prises sous Sarkozy mais encore faire ce que dictera le Capital dans la situation difficile de la bourgeoisie française. Et les directions syndicales répondent présent dans ce dispositif : les revendications d'abrogation des lois Sarkozy s'éloignent aux calendes grecques, remplacées par la demande faite au gouvernement de « faire un geste ».

Ainsi l'abrogation des lois rallongeant le temps de travail et de cotisation pour la retraite s'est transformée en « aménagement » à la marge des dispositifs Sarkozy. Ainsi la revendication du rattrapage des salaires, aussi bien publics que privés, et leur indexation sur le coût de la vie cède la place au « coup de pouce pour le SMIC », etc... Une conférence sociale est donc organisée les 9 et 10 juillet, où, prévient le gouvernement, tout sera mis sur la table, les

« CE N'EST PAS LE GOUVERNEMENT QUI DIRIGE ET POSSEDE PSA »

Mais, en attendant, François Hollande fait toujours mine de croire que la croissance sera relancée en Europe, et donc ensuite en France, qu'il convaincra l'Allemagne de couvrir de nouveaux emprunts, cette fois-ci européens, pour offrir aux bourgeoisies les plus mal en point des taux plus acceptables car garantis au bout du compte par l'Allemagne. Au-delà de la naïveté, réelle ou feinte, c'est toute la faillite de la pensée et de l'analyse du réformisme qui ne peut concevoir l'impasse du capitalisme !

Mais l'heure du choc de la réalité de la crise avec les discours lénifiants arrive à grands pas. La classe ouvrière et la jeunesse n'ont pas encore commencé à se mettre en mouvement. Elles n'attendent guère plus longtemps. Devant les plans de licenciement qui s'accumulent, 45 000 emplois directs supprimés d'après la CGT, beaucoup plus en comptant les effets induits, Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif, puisque c'est son titre, fait des moulinets et se vante d'imposer la réouverture de tables

dirigé avant tout contre Sarkozy plutôt que pour Hollande. L'argument utilisé par le PS de donner au gouvernement une majorité de députés à l'Assemblée Nationale a joué mais sans rameuter les foules, pas plus que la campagne du Front de Gauche en « soutien critique » au même gouvernement n'a galvanisé les troupes. Cela permet de mesurer que les illusions sur la politique que va suivre ce gouvernement sont bien moindres qu'elles ne l'étaient, par exemple en 1981.

D'autre part, la persistance d'un vote FN à plus de 13 %, malgré l'abstention, avec une présence au 2^{ème} tour dans 61 circonscriptions, montre le basculement d'une partie de l'électorat de l'UMP vers le FN qui renforce la crise de l'UMP, la base étant plus encline à s'accorder avec le FN que le sommet. Or la bourgeoisie française a impérativement besoin d'un parti fort en ordre de bataille. Elle ne va pas tolérer longtemps cette ambiance délétère dans ses rangs. Il est vraisemblable qu'elle imposera une recomposition de ses forces intégrant FN et UMP, ou du moins sa plus grosse part, dans une seule formation, les divergences économiques actuelles n'étant somme toute que secondaires au regard des intérêts du Capital qui de toutes façons imposera le moment venu ce qui lui conviendra le mieux.

contraintes comme les demandes... Gageons que les contraintes du capitalisme en crise ne laisseront guère de marge aux demandes, sauf à celles consistant à s'adapter aux exigences du patronat, comme par exemple la demande d'instaurer la sécurité sociale professionnelle avancée par la CGT, mais déjà réclamée en 2008 par...Sarkozy !

Mais cela ne suffira pas. Déjà Hollande s'emploie à donner un nouveau souffle au Conseil Economique et Social, ce vieil organisme gaulliste de collaboration de classe associant patrons, syndicalistes et divers ratons laveurs, tous dûment rémunérés d'ailleurs pour leur participation (3 768 € brut mensuels tout de même...), qui, dit-il, « traduit un esprit, celui du dialogue et a un rôle irremplaçable, celui du rassemblement ». Restera à Hollande à convaincre la classe ouvrière et la jeunesse de renoncer à leurs revendications pressantes pour se rassembler bras dessus bras dessous avec les patrons et les banquiers, mais c'est une autre paire de manches.

rondes ou de négociations : poudre aux yeux ! Il prévient en même temps que le gouvernement n'a pas vocation à défendre des entreprises qui ne seraient pas viables. Mais viables selon quels critères, sinon ceux du capitalisme, qui peut parfaitement fermer une usine qui dégage encore des bénéfices s'il estime que l'argent sera mieux placé ou protégé ailleurs ? Michel Sapin, interrogé sur les menaces pesant sur l'emploi à PSA, a laissé échapper cette phrase : « *Ce n'est pas le gouvernement qui dirige et possède PSA* » qui sonne comme celle de Jospin « *L'Etat ne peut pas tout faire* » sur Renault-Villevoorde à l'époque.

Bien involontairement, Michel Sapin indique l'axe politique qu'il faut mettre en avant pour les luttes à venir : Pour échapper à la crise du capitalisme, c'est aux travailleurs de posséder et de diriger les entreprises, c'est aux travailleurs de constituer leur Etat, d'installer leur gouvernement. C'est le programme du Parti Ouvrier Révolutionnaire qu'il faut construire.

Le 13 juin 2012.

LES LEÇONS POLITIQUES DE LA GREVE DES EBOUEURS DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE LYON

Les éboueurs de la Communauté Urbaine de Lyon (Grand Lyon) ont entamé une grève reconductible le 12 mars 2012 à l'appel de l'intersyndicale CGT- UGICT-CGT-FO-CFDT-CFTC-FA-PFT -UNSA pour le retrait de la réorganisation de la collecte qui vise à redonner tout le centre de l'agglomération c'est à dire Lyon et Villeurbanne aux entreprises privées.

Depuis longtemps déjà, 50 % de la collecte des ordures ménagères des 58 communes du territoire du Grand Lyon avait été donnée au privé.

Par cette nouvelle réorganisation, la volonté de Gérard Collomb, maire PS de Lyon et président du Grand Lyon était de modifier la répartition du ramassage des ordures ménagères entre la régie publique et le marché privé. En donnant aux entreprises privées les deux grandes communes du Grand Lyon, tout en maintenant la régie publique sur les 56 autres communes, ce sont les secteurs les plus rentables qu'il a donné au privé.

Les éboueurs sont partis en grève contre la réorganisation du ramassage des ordures ménagères voulue par Collomb.

Dans cette période très tendue d'avant l'élection présidentielle où la classe ouvrière n'aspirait qu'à une chose : en finir avec la politique de Sarkozy et de son gouvernement qui menaçait gravement ses conditions de vie et de travail, la direction du Grand Lyon en donnant la collecte des ordures des deux secteurs les plus rentables de l'agglomération en a rajouté une couche. Car le PS local a démontré par là qu'il menait bien la même politique que celle de Sarkozy à l'égard des agents du Grand Lyon. Et c'est bien cela qui a mis le feu aux poudres et fait que les éboueurs sont partis en grève reconductible.

Face aux piquets de grève organisés devant les dépôts, la direction du Grand Lyon, pour imposer sa politique, a traîné par deux fois les grévistes des tribunaux afin de faire libérer les sorties de camion, assignant même en référés les secrétaires des sept syndicats pour entrave à la liberté du travail.

S'appuyant sur la décision du Tribunal de Grande instance elle a fait évacuer les piquets de grève et sortir les bennes des dépôts par des intérimaires pour essayer de casser la grève. Elle a même, par la voix du vice-président du Grand Lyon en charge de la propreté Thierry Phillip (PS), accusé les éboueurs d'être des privilégiés, en déclarant à la presse « *qu'ils étaient surpayés et ne travaillaient que très peu de temps* » (Jules Legendre – PCF Lyon).

Après deux jours de grève, les directions syndicales en intersyndicale ont cherché à obtenir le soutien des groupes

politiques de la Communauté urbaine et ont déposé un nouveau préavis de grève à compter du 19 mars. Mais avec d'autres revendications. Il n'était plus question du maintien en régie des collectes de Lyon et de Villeurbanne, mais de l'obtention du samedi comme jour de repos et l'amélioration des conditions de travail et de son organisation. Thierry Philip vice-président PS du Grand Lyon en charge de la propreté commentait le contenu de ce nouveau préavis :

« Plus question de défense du service public dans le nouveau préavis. Il s'agit maintenant d'obtenir tous les samedis. Au bout de deux jours de grève, en changer le motif, ça nous interpelle ».

Et comment donc ! Et l'intersyndicale de se justifier : « *Mais on a réalisé que garder Lyon et Villeurbanne était impossible et sous la pression des agents on a été obligés de modifier nos revendications* » explique le représentant de la CFTC. Et il assure que « *Gérard Collomb, leur a donné l'assurance que lors du prochain appel d'offres en 2017, le centre de Lyon et celui de Villeurbanne reviendraient à nouveau à la régie publique* ». Les promesses n'engagent que ceux qui les croient ou ont un intérêt à les croire, ne pas mettre Gérard Collomb et le PS dans l'embarras à la veille de l'élection présidentielle voilà ce qui a motivé le changement de cap des directions syndicales.

Dans un tract du 21 mars 2012 que nous sommes allés diffuser sur un dépôt nous écrivions :

« Pas un syndicat, pas un parti se réclamant de la défense des salariés ne peut accepter que Mr Collomb, lui-même membre du Parti Socialiste, applique à la tête du Grand Lyon la même politique que Sarkozy !



Piquet de grève des éboueurs devant un dépôt, avril 2012

Tous les syndicats, tous les partis politiques du mouvement ouvrier qui font aujourd'hui campagne contre Sarkozy, le PS, le Front de Gauche, LO, le NPA qui se prononcent tous pour défendre les services

publics doivent :

- Appeler immédiatement dans l'unité toute la population de Lyon et des alentours devant le siège du Grand Lyon

- Pour le maintien et l'extension du service public de ramassage des poubelles !

- Pour la défense des grévistes et du droit de grève !

Gérard Collomb doit céder !

Nous n'acceptons pas aujourd'hui, nous n'accepterons pas demain qu'un élu se réclamant des salariés fasse une politique contre les salariés. »

Et que croyez-vous qu'il arriva ? Devant le dépôt, les éboueurs qui venaient de voir leur piquet de grève rendu illégal par décision du Tribunal, ont très bien reçu notre tract. Au milieu d'eux se tenait le ci-devant secrétaire général de l'UGICT-CGT du Grand Lyon, ancien de la LCR et du NPA et par ailleurs conseiller régional sur les listes de la Gauche Unitaire du Front de gauche de Mélenchon.

Au vu de notre diffusion : « ça n'est vraiment pas le moment de diffuser des tracts » (sic !) nous dit-il en colère. Dame, les éboueurs traitaient Collomb de maire de droite, et pour le ci-devant cela n'était pas acceptable car dans la perspective des élections qui s'annonçaient, il convenait de faire silence sur la politique de Collomb, de ne pas la comparer à celle de Sarkozy vomie par les éboueurs et donc laisser attaquer les travailleurs, laisser détruire le service public pour masquer le soutien du Front de Gauche à Collomb.

D'ailleurs nous n'avions pas plutôt tourné les talons que la gauche unitaire (re sic !) postait à 8h17 ce 22 mars un petit encart en soutien à la grève des éboueurs lyonnais à leur 11^{ème} jour de grève. Que disait ce post ? :

« Plutôt que de vouloir les (éboueurs) expulser des lieux de travail et des abords », M. Gérard Collomb, président socialiste du Grand Lyon, ne devrait-il pas d'urgence engager une réelle négociation La Gauche unitaire assure de sa solidarité pleine et entière les grévistes et leurs organisations syndicales, demande l'arrêt des poursuites contre eux et l'ouverture immédiate des négociations pour répondre positivement à leurs revendications »...

Une seule solution à la situation des travailleurs : LA NEGOCIATION.

Le groupe « communiste et intervention citoyenne » au Grand Lyon, regroupant communistes, Front de gauche etc... y est allé de ses communiqués appelant Collomb à reprendre les négociations

« pour une grande remise à plat de la répartition de la collecte des ordures tout en prenant acte des avancées déjà décidées un week-end sur deux, réduction de l'intérim et création de 26 postes, moyens supplémentaires, formation pour évolutions professionnelles, passage en régie de la collecte des silos enterrés, travailler à l'amélioration des

conditions de travail » (appel du groupe Communistes et citoyens du 22 mars 2012).

Ce groupe a d'ailleurs expliqué son vote sur la délibération soumise à l'assemblée délibérante du Grand Lyon actant la nouvelle organisation de la collecte des déchets ménagers dans Info-agglo n°45 en date du 7 mai 2012 ; son intervention commence ainsi :

« le groupe Communiste et intervention citoyenne a, avant votre intervention, Monsieur le Président, toutes les bonnes raisons de voter contre cette délibération. »

Nous ne saurons pas les bonnes raisons qu'ils ont de voter contre, mais en tout état de cause ce groupe considère que « la grève des agents de la collecte en régie – si elle a permis des avancées non négligeables (réduire l'intérim et créer 10 postes en régie ; collecte en régie des silos, à l'exception du verre ; engagement sur les conditions de travail ; rebattre les cartes en 2017) – a surtout eu le mérite d'alerter et de mettre sur la place publique l'ensemble des questions » relatives au maintien du service public égal et solidaire, et un débat sur le mode de gestion de celui-ci.

Donc ce que propose le 7 mai (1^{er} tour de la Présidentielle) le groupe communiste allié au Parti de gauche c'est ... de créer une nouvelle commission politique sur la collecte particulièrement et c'est à la condition que le PS à la tête du Grand Lyon crée cette commission que ce groupe pourrait passer d'un vote contre la délibération à une abstention sur ce dossier.

Résultat des courses, le vote s'exprime de la manière suivante : « (« **pour** » sauf un « contre ») et il a fallu attendre jusqu'au 11 mai pour voir un erratum rectifiant le résultat du vote « **abstention** » sauf un « contre ». En bref, ils soutiennent tellement la politique de Collomb que leur plume a glissé.

De fait, cette grève des éboueurs qui a duré plus de deux semaines apparaît comme une répétition générale de la situation que vont connaître les travailleurs après l'élection de Hollande et d'une probable majorité de députés PS à l'assemblée nationale, éventuellement flanquée d'élus du Front de gauche.

Le gouvernement a d'ores et déjà entamé les négociations avec les directions des organisations syndicales, pour nous préparer un sommet social dès après les législatives. Quant aux représentants du Front de Gauche, ils ont montré à l'échelle locale qu'à l'échelon national ils se posent toujours en soutien au gouvernement contre les travailleurs. Il en est absolument de même pour des directions syndicales.

Les éboueurs ne s'y sont pas trompés, il fallait en finir avec la politique de Sarkozy tout en sachant que le PS ferait exactement la même. C'est tout l'avenir proche de la classe ouvrière qui est contenu dans ce dilemme.

Pour en sortir, la classe ouvrière et la jeunesse, dans une situation de crise en voie de généralisation du système capitaliste, doit construire les outils pour prendre en main elle-même le pouvoir.

Julie LAROUSSE, le 13 juin 2012.

HOPITAL PUBLIC EN PERIL

Le système de santé français, classé au premier rang mondial par l'OMS en 2000, rétrograde à la septième place

en Europe dix ans plus tard (selon le classement standard européen EHCI).

10 ANS DE SAPE DE L'ETAT LIBERAL

Par la loi « hôpital patients santé et territoire » (HPST) du 22 juillet 2009, la droite a commencé à consacrer la mort de l'hôpital public dont elle laissait filer les déficits publics depuis 2008 (201 milliards contre 8,2 milliards en 1998). Comment s'y prend-elle pour faire mourir l'hôpital public ? :

➤ Par le sous-financement, obligeant les hôpitaux à supprimer des lits et de fait des emplois (10 000 en 2009, 10 000 en 2010 et 15 000 en 2011 selon la Fédération Hospitalière de France) alors que le volume d'activité s'accroît. En 2012, les suppressions de poste continuent :

- AP-HP : 4 000 suppressions prévues d'ici 2012 ;
- Hôpitaux de Lyon : 800 postes supprimés d'ici 2013 (déjà 200 en 2009) ;
- Nancy : moins 650 postes prévus (soit près de 10 % de l'effectif) ;
- Le Havre : 387 suppressions prévues (150 emplois supprimés dès 2008) ;
- Caen : 208 suppressions prévues ;

➤ En renforçant la place du privé. En effet, la loi ouvre aux établissements privés la possibilité de choisir à la carte les missions de service public qu'ils veulent exercer. L'objectif est d'accroître la concurrence entre établissements (publics et privés), mais sans que les mêmes obligations soient imposées au privé.

Le privé lucratif est ainsi libre d'exercer les missions les plus rentables en laissant au public les missions les plus complexes et les moins rentables notamment les urgences ou la cancérologie. Résultat, en 2012, le secteur privé est en situation de monopole sur certaines spécialités de chirurgie dans au moins 70 villes en France, ce qui oblige les patients à subir des dépassements d'honoraires non remboursés par la sécurité sociale voire même par les complémentaires santé.

➤ En organisant la confusion des genres par la substitution des catégories « centre hospitalier » et « hôpital local » au profit d'une seule catégorie « centre hospitalier » et la création dans le même temps du label « établissement de santé privé d'intérêt collectif ».

➤ En assouplissant la gestion des personnels avec, par exemple, l'ouverture d'une possibilité de recrutement de directeur non fonctionnaire (notamment personnels ayant une expérience dans le privé).

➤ En donnant la possibilité de créer des communautés hospitalières de territoire par conventions entre établissements de santé publics (hôpitaux, établissements médico-sociaux) pour mettre en commun des activités et des ressources, au moyen de délégations ou transferts de compétences et en incitant à des groupements de coopération sanitaire (GCS) entre établissements publics, privés, professionnels libéraux et centres de santé, dans le but de mettre en commun des activités logistiques, techniques, administratives, médicales, etc...

La droite permet ainsi au secteur privé de pénétrer le secteur public en donnant en plus le pouvoir à l'Agence Régionale de Santé d'imposer une CHT (communauté hospitalière de territoire) ou un GCS à un établissement public.

Cette loi vise, entre autres, à regrouper les activités médicales, chirurgicales et obstétricales sur un seul établissement par territoire de santé. On aboutit ainsi à la fermeture de services ou d'hôpitaux publics, au développement de déserts sanitaires et au recours à



Caricature critiquant la réforme de l'ARS

l'hospitalisation privée pour les spécialités les plus rentables, assurées uniquement par les cliniques dans certains territoires.

Les hôpitaux locaux sont les plus inquiets par cette politique qui entraîne soit une fermeture soit obligatoirement une gouvernance partagée impliquant nécessairement une large perte d'autonomie.

➤ En calquant l'organisation et la tarification sur le modèle du privé (la tarification à l'activité avec le profit comme seule référence) qui aboutissent à la fermeture d'hôpitaux de proximité, de maternité ou d'unités spécialisées (la maternité des Lilas et les bleuets sur la région parisienne, Lannemezan, St Avold, Mauvezin, Mantes...).

Les chiffres sont éloquentes : la France comptait 1 379 maternités en 1975, 694 en 2001, 617 en 2007, 584 en 2008 et 540 en 2011 soit une baisse de + de 60 % du nombre de maternités alors que la population française a augmenté de 18 % dans le même temps. Ces suppressions s'accompagnent presque toujours de la disparition des centres d'IVG, limitant de fait le droit à l'avortement !

La tarification à l'activité (T2A) (qui vient, dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012, d'être repoussée en 2013 après les élections pour les hôpitaux locaux !!) aura démantelé notre système de santé. Ce n'est qu'un système libéral qui privilégie l'aspect comptable aux dépens de la qualité de soins et de l'accès aux soins pour tous. L'hôpital de proximité (hôpital local) doit redevenir le premier maillon de l'offre de soins, porte d'entrée du système sanitaire.

➤ En supprimant les services déconcentrés du Ministère de la Santé (Directions régionales et départementales des affaires sanitaires et sociales) chargés de la tutelle sur le sanitaire, le social et le médico-social et en créant un groupement d'intérêt public par la création des agences régionales de santé toutes puissantes (allocations de ressources, décisions de fermetures en fonction des résultats, transfert de la permanence des soins des Préfets vers les ARS...). En créant des Directions Départementales de la Cohésion Sociale sous

la tutelle du Préfet, le lien entre le social et le médico-social est rompu.

➤ En maintenant une mainmise croissante avec le soutien du Medef sur la Sécurité sociale depuis 1967, et enfin, en diminuant systématiquement les taux et montants de remboursement de l'assurance maladie.

DES RESULTATS EDIFIANTS EN MOINS DE 3 ANS

- La tarification à l'activité contraint les établissements à une course sans fin à la rentabilité. Les moyens en locaux et en personnels ne suivent pas. Les conditions d'accueil se dégradent.
- Les partenariats public-privé se développent rançonnant l'hôpital public (Exemples : Brive, Corbeil-Évry...).
- La pénurie de professionnels, organisée depuis la fin des années 1970, pèse sur les fonctionnements et sert

de prétexte aux fermetures.

- A Paris, Marseille, Belfort, Strasbourg... dans ces grands hôpitaux, fusionnés, réorganisés, informatisés, le personnel manque de draps, de couvertures, de couches, d'aiguilles, d'alaises, de bouteilles d'eau, de blouses... Les médicaments, quand ils sont disponibles, sont distribués au compte-gouttes...

◆◆◆

L'urgence est de stopper le démantèlement des hôpitaux, d'abroger les lois de 2003, 2004, 2005... et la loi HPST de 2009 (hôpital, patients, santé et territoire) :

- **INTERDICTION DES EXONERATIONS DE COTISATIONS SOCIALES AUX EMPLOYEURS**
- **RESTITUTION IMMEDIATE DES 32 MILLIARDS DETOURNES AU PROFIT DES PATRONS**
- **AUCUNE FERMETURE D'HOPITAUX OU DE SERVICES !**
- **RESTITUTION DES POSTES ET DES BUDGETS NECESSAIRES AU FONCTIONNEMENT DE L'HOPITAL PUBLIC**
- **OUVERTURE DES ETUDES AUX METIERS DE LA SANTE !**
- **REPRISE EN MAIN DE LA SECURITE SOCIALE PAR LES TRAVAILLEURS !**

ADELE, le 14 juin 2012.

Après le changement présidentiel,

RIEN NE CHANGE AU MINISTERE DU TRAVAIL.

Le 4 mai 2011, Luc BEAL RENALDY, secrétaire du SNU TEF et inspecteur du travail à Paris, se suicidait sur son lieu de travail. Auparavant, il avait dénoncé un stress énorme dans les rapports de travail, le mépris de la hiérarchie.

Le 18 janvier 2012 Romain Lacoustre, jeune inspecteur de 32 ans, dévoué à son métier avec la reconnaissance des salariés, en poste à Lille, se pendait chez lui. Il avait laissé une lettre « *dénonçant les dénigrement et humiliations perpétuelles d'un chef de service, dont la politique était toujours plus, avec moins de moyens* ».

Dans l'Indre, à la même période, deux inspecteurs du travail, étaient en butte aux attaques ignobles par voie de presse du patronat local, sans aucun soutien de leur direction.

En riposte face à une telle situation, la majorité des agents du ministère, à l'appel des organisations syndicales CGT-SNU-TEF-CFDT-SUD-CNT-FO ont appelé à une grève nationale et une montée au Ministère le 7 février 2012.

Ce jour là, le ministre du dialogue social a accueilli ses agents avec une rangée de CRS, et des gaz lacrymogènes.

Le 19 mars 2012 une assemblée générale des agents du ministère venus de toute la France, en grève, a adopté à la bourse du travail de Paris un appel validé par la CGT, le SNU, SUD, la CNT et FO (la CFDT et l'UNSA s'abstenant) exigeant :

- La reconnaissance des suicides de Luc et Romain en accidents de service,
- La dénonciation officielle des attaques du patronat de l'Indre par la direction du travail et le soutien sans faille des collègues,
- L'arrêt des objectifs chiffrés,
- L'arrêt de la RGPP

Et appelant au boycott des évaluations annuelles et des réunions avec l'administration.

Le jeudi 12 avril 2012, les suicides de Luc et de Romain ont été reconnus comme accidents de service par la commission de réforme. L'unité sur des bases claires a partiellement payé.

POUR AUTANT RIEN N EST GAGNE

Après le « changement » présidentiel et le remaniement, le nouveau Ministre et les organisations syndicales se sont vus pour une première rencontre.

Nous avons rappelé que la destruction des services engendrés par la LOLF et la RGPP, l'externalisation des missions, les services vidés de leurs substance quand d'autres pâtissent de la surcharge de travail, la création de la DIRECCTE fusionnant des administrations qui n'ont rien à voir entre elles, l'absence de reconnaissance et de revalorisation du travail effectué par les contrôleurs (ce dossier date d'AUBRY tout de même), le non remplacement des C, le maintien d'une politique du chiffre au mépris du sens du travail et du service public, ont fini d'épuiser et de dégoûter les agents (avec des conséquences dramatiques).

Nous avons exigé :

- Le retour aux directions départementales et la suppression des DIRECCTES,
- L'arrêt de la dévalorisation comme mode de relation de direction,
- L'arrêt des dialogues de façades et un accroissement des droits syndicaux,
- L'arrêt de l'externalisation des services vers le privé,
- L'arrêt des suppressions de postes,
- Le maintien des services de proximité,

- Le doublement des sections d'inspection,
- Revalorisation des salaires de tous,
- Soutien hiérarchique et condamnation publique de toute agression envers les agents,
- Arrêt de la RGPP et de la politique du chiffre.

Pour les camarades qui avaient des illusions, comme dans un conte, le carrosse s'est transformé en vilaine citrouille.

Le Ministre « socialiste », Mr SAPIN, a dit qu'il nous comprenait (merci) mais a repris le discours de l'austérité, en nous rappelant qu'il fallait, et il le regrettait, « *composer avec les équilibres budgétaires à venir* », qu'à propos de tous les changements passés, « *certains étaient abusifs, mais d'autres légitimes* » mais que le nouveau Ministère aborderait « *dans un climat de dialogue social, les aspects de la RGPP au niveau du gouvernement* ».

Donc on valide la destruction des services publics du gouvernement SARKOZY, « *dans un climat serein* ».

Ce qui veut dire que l'on n'enverra pas (peut être) les CRS. Au moins pendant les premiers mois de l'état de grâce, maigre consolation.

Sinon, seule amélioration par rapport à l'ancien régime, les viennoiseries et le café ainsi que les yaourts, venant apparemment de chez FAUCHON, étaient délicieux.

ROSA, le 14 juin 2012.

SOMMAIRE

- Editorial : La marche à la dislocation de la zone euro.....p. 2
- Les leçons politiques de la grève des éboueurs de la communauté urbaine de Lyon.....p. 4
- Hôpital public en péril.....p. 5
- Après le changement présidentiel, rien ne change au ministère du travail.....p. 7
- Congrès du SNASUB.....p. 9
- Billet d'un camarade suite à une AG du campus de la Doua de Lyon le 1^{er} juin 2012.....p. 11
- Billet d'un camarade suite à une réunion électorale dans le Centrep. 12
- Tunisie : la bourgeoisie ne parvient pas à faire refluer la révolutionp. 13
- Algérie : des élections législatives qui ne règlent rienp. 14
- Egypte : la bourgeoisie ne parvient pas à stabiliser la situationp. 15
- Humeur : Communistes ?? (visite du pape à Cuba)p. 16
- La grève générale des étudiants au Québec.....p. 17
- L'Italie : une nouvelle grande Grèce ?p. 20
- Effondrement de la Grèce et menaces sur l'euro : Annulation des dettes, l'Europe aux travailleurs !.....p. 21
- 1926-1962 : comment l'Algérie a arraché son indépendance politique - 2012 : la révolution prolétarienne à l'ordre du jourp. 28
- Qui sommes-nous ?p. 32

ON NOUS COMMUNIQUE...

Nous mettons à la disposition des lecteurs de Combattre pour en finir avec le capitalisme des éléments d'analyse des délégués de Front Unique suite au 7^{ème} Congrès du SNASUB-FSU qui s'est tenu fin mai. Il faut rappeler que le SNASUB, est un syndicat fort de 3 200 membres qui syndique les personnels ingénieurs, administratifs, techniques (AENES et ITRF) de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la jeunesse et des sports ainsi que les personnels des bibliothèques de l'État. Depuis le début des années 2000, le courant Front Unique, dont certains membres du CCI(T) font partie, influence fortement la vie de ce syndicat combatif. En 2012, pour la première fois, Front Unique disposera de 2 élus au Bureau National, instance exécutive du syndicat, et conserve ses 2 élus à la Commission administrative Nationale, instance délibérative. Front unique passe ainsi de 6,95 % des suffrages exprimés en 2009 à 8,25 % en 2012 avec des résultats importants comme sur les sections académiques de Clermont Ferrand (61 % des suffrages), de Lyon (25 % des suffrages exprimés), à la Réunion (25 % des suffrages exprimés), etc...

LE CONTEXTE DU 7^E CONGRES DU SNASUB

Le 7^{ème} congrès du Snasub s'est ouvert deux semaines après qu'une modification majeure est intervenue dans la situation politique en France : le 6 mai dernier, les jeunes et les travailleurs ont infligé une importante défaite à la bourgeoisie en chassant Sarkozy et en élisant François Hollande, candidat désigné par le parti socialiste. Ils ont exprimé leur volonté de briser le cycle infernal des contre-réformes destinées à leur faire payer la crise du capitalisme.

Pour autant, hormis le décret sur l'évaluation des enseignants, le gouvernement Hollande-Ayrault ne s'est prononcé pour l'abrogation d'aucune des contre-réformes de Sarkozy. La racine d'une telle politique se situe dans l'engagement pris par Hollande de rembourser la dette au centime près.

Dans ces conditions, le dialogue social à la sauce hollandaise ne peut avoir pour cadre que celui fixé par la politique de Sarkozy, celle-là même qui a été rejetée le 6 mai dernier. Il ne s'agit donc pas d'abroger les mesures en cours mais de les amender à la marge, tout en associant les directions syndicales le plus étroitement possible à leur élaboration et ensuite à leur mise en place. C'est le cas par exemple de la concertation sur le décret « retraite » qui tout en ouvrant la possibilité pour une minorité de travailleurs de partir à 60 ans maintient pour l'immense majorité le cœur de la réforme de 2010, en particulier l'ouverture des droits à la retraite à 62 ans.

C'est pourtant ce que les directions syndicales appellent le « vrai dialogue social » au sein duquel les dirigeants de la FSU entendent bien tenir toute leur place comme le montre le communiqué diffusé à la suite des rencontres bilatérales préparatoires à la conférence sociale :

« La FSU considère que l'invitation de toutes les organisations syndicales à cette conférence est un premier pas positif vers un dialogue social renouvelé, respectueux de la place de chacune des organisations. »

LA REUNION PUBLIQUE DE LA LISTE FRONT UNIQUE

Plusieurs camarades sont venus après l'intervention de Front Unique nous dire qu'ils approuvaient les positions défendues, en particulier sur les élections. Sur cette base, 4 camarades n'appartenant pas à la délégation Front Unique, ont souhaité participer à notre réunion de liste le premier soir, ce qui est une première. Nous avons pu dans ce cadre discuter fraternellement de notre position sur les élections, sur la loi Sauvadet et expliquer la raison pour laquelle nous opposons à « l'audit citoyen sur la dette publique » la revendication du non-paiement de cette dette.

Ce dont ont besoin les travailleurs, ce n'est pas de débattre du caractère légitime ou non de la dette, ce dont ils ont besoin pour

L'attention du Premier Ministre à cette rencontre illustre le changement de ton à l'égard des syndicats. »

A l'opposé d'une telle orientation, le rejet des contre-réformes de Sarkozy exprimé le 6 mai, s'est réfracté lors de notre congrès : l'essentiel de nos propositions d'amendements axées sur l'abrogation des contre-réformes de Sarkozy et la défense inconditionnelle des statuts ont été soit intégrées directement dans la motion revendicative, soit intégrées après vote du congrès. Les deux questions sur lesquelles nous n'avons pu obtenir la majorité sont l'abrogation de la loi Sauvadet et le rejet des concertations sur le Répertoire des métiers.

Malgré une délégation réduite, l'intervention de Front Unique a donc reçu un très large écho dans ce congrès. La liste Front Unique disposait de 4 délégués avec droit de vote alors qu'une représentation à la proportionnelle intégrale nous aurait accordé 10 délégués sur les 135 présents. Deux camarades n'ayant pu être présents, nous ne disposons au final que de deux délégués (La Réunion et Clermont-Ferrand), plus un élu à la CAN sans droit de vote et un camarade invité au titre de l'académie de Paris.

Au-delà de ces résultats en terme de votes, nous avons reçu de nombreux encouragements et soutiens oraux tout au long du congrès, la direction U et A et Ecole Émancipée, ne parvenant nullement à isoler la délégation Front Unique qui n'est pas apparue comme une liste contribuant à la division et l'affaiblissement du syndicat comme le prétendait la direction, mais au contraire au renforcement de ses mandats et sa détermination à défendre les revendications.

Le débat général, le premier jour, a été marqué par l'absence quasi totale de discussion : 30 minutes de débat, 5 intervenants pour une discussion qui devait initialement durer 2 heures !

se mobiliser, c'est d'un mot d'ordre clair lancé par les directions syndicales : cette dette n'est pas la nôtre, nous n'avons pas à la rembourser.

Un tel mot d'ordre exigerait des directions syndicales :

- qu'elles lancent une vaste campagne d'information pour expliquer en quoi les travailleurs ne doivent pas un sou de cette dette ;
- qu'elles se prononcent pour l'abrogation des contre-réformes de Sarkozy et qu'elles refusent de discuter avec le gouvernement Hollande-Ayrault de leur amendement à la marge.

Mais de cela, les dirigeants syndicaux ne veulent absolument pas parler. Voilà pourquoi ceux de la CGT et de la FSU mettent en avant la campagne pour un « audit citoyen ». En effet, tant que le caractère illégitime de la dette n'a pas été démontré par le biais de cet audit, toute latitude leur est laissée pour continuer à accompagner les contre-réformes au

nom de la co-responsabilité supposée des travailleurs et des capitalistes dans le creusement vertigineux de la dette. En réalité, les directions syndicales utilisent l'organisation de l'audit pour ne pas organiser le combat contre la politique menée au nom du paiement de la dette.

L'INTERVENTION DES REPRESENTANTS FRONT UNIQUE A LA COMMISSION ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Nous sommes intervenus sur la nécessité de se prononcer contre la mise en place des IDEX (en diffusant aux 40 délégués participant à cette commission, une contribution d'une page sur le sujet). Le gouvernement Sarkozy-Pécresse a fait le forcing avant la date fatidique du 6 mai pour que soient signées 6 des 8 conventions instaurant les IDEX. Dans ces conditions, la responsabilité du Snasub est de dénoncer ces conventions et de refuser toute participation à leur mise en place. L'exemple de la LRU a montré en effet que les directions syndicales, tout en se prononçant formellement

contre cette loi, ont participé à sa mise en place effective, université par université. Nous avons donc voté la motion Enseignement Supérieur dès lors qu'a été intégrée la formulation suivante qui reprend en partie notre demande : « *Le Congrès du Snasub se prononce pour la suppression pure et simple des IDEX et refuse toute concertation visant à mettre en place une version à peine édulcorée* ». Ce texte a été adopté à l'unanimité, la secrétaire générale sortante refusant de voter.

EN DEFENSE DES STATUTS ET DE L'EXISTENCE DES CONCOURS, LE CONGRES REPOUSSE, A L'INITIATIVE DE FRONT UNIQUE, LES MANŒUVRES DE LA DIRECTION.

Un débat important a eu lieu sur la question de la précarité. Front Unique est intervenu en diffusant la motion « *Défense de l'emploi statutaire* ». Nous considérons que la loi Sauvadet n'est pas une loi d'accès à l'emploi titulaire comme elle se nomme frauduleusement mais une loi de cdisation, ouvrant la voie à la fin du recrutement sous forme statutaire. Ce qui s'est passé à France Télécom montre à quelle catastrophe conduit la généralisation du CDI en lieu et place du statut.

La responsabilité du Snasub en tant que syndicat national, défendant des statuts nationaux, est d'abord d'analyser cette loi pour ce qu'elle est : une contre-réforme contre les statuts, comme la loi Sapin avait été une loi portant atteinte à l'égalité de traitement entre fonctionnaires en liquidant les concours de la catégorie C, avec tout ce que cela suppose d'arbitraire. C'est la raison pour laquelle il faut abroger la loi Sauvadet.

Après qu'un membre de la direction s'est prononcé pour intégrer cette exigence présente dans notre motion à la motion revendicative, nous avons décidé, plutôt que de maintenir au vote l'intégralité de notre motion, de soumettre au vote la formulation suivante à la fin de la partie concernant les non titulaires : « *La satisfaction de ces revendications et la défense des statuts impliquent aujourd'hui l'abrogation de la loi Sauvadet* ». Bien que le débat fût en principe clos, Arlette Lemaire puis Bruno Leveder sont intervenus pour dénoncer cette proposition, cherchant à culpabiliser les camarades face à la situation des précaires. En ouverture du congrès, Bruno Leveder, dans sa présentation de l'orientation de la liste Rassemblons et renforçons le Snasub-Fsu, s'était engagé à ce que le Snasub « *refuse les paillettes de petites avancées lâchées pour faire passer des reculs plus importants* ».

Il n'aura donc pas fallu attendre longtemps pour que cet engagement vole en éclats. En effet, refuser de revendiquer l'abrogation de la loi Sauvadet, n'est-ce pas précisément « accepter les paillettes de petites avancées », en l'occurrence la cdisation de quelques milliers de contractuels, « pour faire passer des reculs plus importants » comme la substitution du cdi au statut comme voie d'entrée dans la FP ?

34 camarades ont approuvé notre amendement, 54 votant contre, 11 s'abstenant et 1 refusant de voter. Bien que cet amendement ait été rejeté, ce vote manifeste l'écho important

de notre orientation en défense des statuts et le refus d'une partie des délégués de voir la direction du Snasub brader les statuts.

Front Unique défend la revendication de la titularisation de tous les collègues, mais pas sans condition, contrairement aux positions défendues par certains camarades, en particulier École Émancipée et la liste RCTE (la proposition de titularisation sans condition a été largement repoussée par le congrès). Nous ne sommes pas non plus pour que la titularisation des contractuels remette en cause le principe du concours comme voie normale d'accès à la Fonction publique. En plus de mettre tous les candidats sur un pied d'égalité, les concours ouvrent droit à la titularisation sur un poste correspondant à une qualification reconnue par un statut national.

Au moment où la bourgeoisie cherche à remettre en cause les concours et les statuts nationaux, revendiquer la titularisation sans concours des contractuels, c'est donc lui apporter une aide précieuse afin d'avancer vers le recrutement sur la base des compétences individuelles. C'est pourquoi nous avons soutenu la proposition d'un camarade pour que soit retirée de la plate-forme sur les précaires la formule suivante, déjà présente dans la motion revendicative adoptée au dernier congrès : « *Le Snasub se prononce pour l'intégration par examen professionnel des contractuels qui occupent des fonctions de niveaux A et B.* »

Un vote a eu lieu en séance plénière et 42 contre 41 ont voté cette proposition de retrait. Arlette Lemaire est alors intervenue pour dire que cela posait un gros problème puisque selon elle, le Snasub ne disposait plus alors de mandat sur la situation des contractuels A et B. Nous sommes intervenus pour dénoncer cette remise en cause du vote du congrès, rappelant que le Snasub à travers le vote de ce texte avait un mandat : maintien des contractuels actuels jusqu'à leur titularisation et possibilité pour ces personnels d'accéder à une formation appropriée permettant à ceux qui le souhaitent de se présenter aux concours.

Nous n'avons pu dans le cadre de la plénière faire respecter ce vote, la discussion étant renvoyée à la CAN devant se tenir le soir même. Le lendemain, deux autres formulations ont été proposées pour remplacer la phrase supprimée : la première

par Bruno Lévédér, nouveau secrétaire général, favorable à une intégration par validation des acquis de l'expérience, la seconde par Philippe Lalouette, en faveur d'une intégration des A et B par examen professionnel, c'est-à-dire une formule identique à nos anciens mandats. Front Unique a donc demandé que soit également soumis au vote le texte tel qu'il avait été adopté, c'est-à-dire amputé de la phrase.

Sans notre intervention, les syndiqués n'auraient eu le choix qu'entre ces 2 premières formulations et donc nécessairement l'une d'entre elle aurait été ajoutée au texte. Jacques Aurigny, ancien co-secrétaire général, a fait une explication de vote en faveur de la position de Front Unique, au nom de la nécessité

de défendre les concours au moment où ils étaient mis en cause.

37 camarades ont soutenu notre position, 12 celle de Bruno Lévédér, 31 celle de Philippe Lalouette et 7 s'abstenant sur l'ensemble de ces trois propositions. Ce second vote, camoufflet pour la direction du Snasub, en particulier son nouveau secrétaire général, a donc confirmé et même amplifié le vote de la veille, manifestant le profond attachement d'une majorité du congrès à la défense du concours, à la défense des qualifications et de l'égalité de traitement, bref à la défense des statuts.

EN CONCLUSION

Le texte action présenté par la direction fait du dialogue social une voie possible pour la défense des revendications :

« Le 7ème congrès du SNASUB prend acte de cette nouvelle situation avec intérêt. Il demande solennellement aux ministres de nos secteurs de nous recevoir pour discuter des revendications. Nous serons très attentifs aux réponses apportées! »

Mais les réponses, on les connaît déjà en très grande partie !

Par exemple, Marilyse Lebranchu, ministre de la Fonction publique, ne vient-elle pas d'annoncer que le gel du point d'indice serait maintenu ?

Le dialogue social, la conférence sociale sont en réalité convoqués dans le cadre du maintien de l'essentiel des contre-réformes de Sarkozy et dans la perspective de nouvelles attaques contre les acquis des travailleurs (accords compétitivité-emploi, poursuite des exonérations de cotisations sociales, indexation des salaires sur la « croissance »...).

Les revendications ne se discutent pas, elles se défendent :

Note : Les **initiatives d'excellence (IDEX)**, sont des projets français de recherche scientifique destinés à « faire émerger en France cinq à dix pôles pluridisciplinaires d'excellence d'enseignement supérieur et de recherche de rang mondial ». Ces projets sont financés à hauteur de 7,7 milliard d'euros par le grand emprunt.

pour cela le Snasub doit se prononcer clairement pour l'abrogation des contre-réformes de Sarkozy : réforme des retraites, loi Sauvadet, loi de mobilité, PFR et par conséquent doit refuser de discuter de leur aménagement avec le nouveau gouvernement.

Après la défaite de Sarkozy, combattre pour que ses contre-réformes soient à leur tour balayées nécessite que soit également balayée la méthode du dialogue social qui a servi de marche-pied à Sarkozy pour faire passer l'ensemble de sa politique réactionnaire. C'est à l'exact opposé d'une telle nécessité que se situe la direction du Snasub en exigeant du gouvernement Hollande-Ayrault-Lebranchu de « pouvoir discuter des revendications ».

Cette orientation d'accompagnement des contre-réformes, source de tant de défaites pour les travailleurs ces cinq dernières années, a rencontré lors du congrès une résistance significative que les représentants FU ont largement contribué à nourrir par leurs interventions et les motions et amendements qu'ils ont proposés.

Les représentants Front Unique au congrès du SNASUB-FSU, juin 2012.

Un billet d'un camarade,

SUITE A UNE AG DU CAMPUS DE LA DOUA DE LYON LE 1^E JUIN 2012

« POUR FAIRE PRESSION SUR LE GOUVERNEMENT »

Je reviens d'une AG Lyon1/INSA qui s'appuyait sur l'appel de la coordination CNESU de l'enseignement supérieur à se réunir.

Très peu de monde en définitive. Vingt-cinq participants au total, dont exclusivement des enseignants/chercheurs à mon exception. Pour l'essentiel, des « anciens » des mobilisations de 2007, 2009 et 2010.

Les bureaucrates syndicaux du supérieur lyonnais étaient pourtant de sortie pour contrôler cette AG.

Ainsi, le dirigeant lyonnais de la FERC Sup CGT, militant « historique » du PCF et du Front de Gauche, le responsable Lyon 1 du SNESUP, les activistes gauchistes de SUD-Education et les anarchistes de la CNT, plus quelques professeurs et enseignants normaux.

Le bureaucrate de la CGT a cadré cette réunion en précisant qu'il ne se réclamait pas du CNESU (sic) et que cette AG ne

pouvait donc pas s'en réclamer, sans compter l'argument du nombre de participants mis en avant et, cerise sur le gâteau, le reproche du côté « antisyndical » de la CNESU. Les représentants du SNESUP et de SUD ont eu l'air d'approuver tandis qu'un militant de la CNT souhaitait avancer uniquement sur la mise en place de revendications pour les seuls enseignants et chercheurs de Lyon 1.

A une question normale émanant de la salle du pourquoi de cette AG, le militant de SUD (membre du NPA) à vendu la mèche : « pour faire pression sur le gouvernement Hollande ».

Bref, en une phrase tout était dit. Surtout ne pas mettre en difficulté le nouveau gouvernement social-démocrate.

Je suis intervenu sur l'axe « on a viré Sarkozy mais on n'a pas viré sa politique. Donc cette AG, aussi petite soit-elle, doit se doter de la plate-forme de la CNESU (a minima) et

exiger l'abrogation de la LRU, de la loi de cédisation dans la fonction publique (loi Savaudet), du statut d'enseignants-chercheurs, des initiatives d'excellence, etc... ». J'ai volontairement fait référence au dernier congrès du SNASUB qui est très clair sur le mot d'ordre central d'abrogation de la LRU. Le principal militant de SUD, aidé en cela par son camarade de la CGT, a volontairement botté en touche sur la LRU n'en faisant pas un point central « même si tous à titre perso nous sommes contre, il ne faut pas en faire un préalable : il y a d'autres sujets à discuter »...de vrais jésuites. Par la suite, le débat a volontairement tourné sur des points secondaires avec tout de même une intervention d'une syndiquée du SNESUP qui a sorti le projet de loi déposé au Sénat par le groupe Front de Gauche demandant l'abrogation de la LRU.

Le responsable de la CGT, aidé par son camarade de SUD, a de nouveau botté en touche en baragouinant « ah bon...oui,

Note :

La CNESU ou Coordination nationale des établissements scientifiques et universitaires regroupe des enseignants, des chercheurs, des sections syndicales, des sociétés savantes sur la base de l'abrogation de la LRU. Au-delà de 15 points précis concernant l'ensemble des contre-réformes du gouvernement Sarkozy-Fillon dans le supérieur, la 1^{ère} déclaration de la CNESU (21 mai) demande de façon centrale l'abrogation de la LRU. Ce texte et ces revendications sont loin d'être parfaits mais ils s'opposent de fait à la politique de dialogue social des appareils syndicaux.

LA, le 1^{er} juin 2012.

Un billet d'un camarade,

SUITE A UNE REUNION ELECTORALE DANS LE CENTRE

LE CANDIDAT ET LES OUVRIERS

Et l'on prétend, surtout les dirigeants bourgeois et petits-bourgeois du PS, du PCF ou FG et même ceux de LO, du NPA et du POI, sans oublier les sommets des syndicats, que la classe ouvrière est « décervelée », qu'elle est passée durablement sous la coupe de l'idéologie bourgeoise dominante (il y a du vrai là-dedans), mais ces gens en concluent qu'il n'y a rien à attendre des ouvriers quant à leur capacité de combattre pour prendre le pouvoir politique.

Pourtant, dans une petite ville du Centre, depuis des lustres, jamais la grande salle de la mairie n'avait vu se regrouper, en ce début juin 2012, autant d'ouvriers et de petites gens. Jamais non plus les discours des dirigeants du PS, notables, anciens députés et celui du candidat, n'avaient été aussi complaisants pour faire accepter le monde tel qu'il est. La crise ? Un mauvais rêve dont la « droite » est responsable. Savez-vous, bonnes gens, qu'avec François Hollande, à condition de « lui donner » une majorité parlementaire, tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes... bourgeois où « la croissance » va reflourir pour le bien de tous ? Et que, c'est un acquis de 1789, le saviez-vous ?, nous sommes un peuple très politique et que nous avons « le meilleur état social du monde ». Si « l'Europe est, hélas, libérale », on peut et on doit agir pour qu'elle retrouve « une adhésion populaire ».

A ces beaux discours, les travailleurs rassemblés ne semblaient pas vibrer le moins du monde. Mais qu'un militant révolutionnaire prenne la parole et explique que « le mouvement socialiste a mis en avant, de longue date, dans son programme minimum, le mot d'ordre d'échelle mobile des heures de travail (à savoir le partage de tout le travail disponible entre les actifs et les chômeurs, sans baisse des

bon....et après...bon, bon....ce n'est pas l'essentiel ». Enfin, il a sorti une énormité : « le coup de pouce au SMIC va faire exploser les grilles et c'est une revendication urgente à mettre en place » ; en l'opposant de fait à l'abrogation de l'ensemble de la politique de Sarkozy qui est entièrement contenue dans la LRU. Une manœuvre de plus dans cette petite AG.

J'ai dû partir au bout d'une heure alors que le débat virait à l'aigre sur la question ô combien importante (mais somme toute secondaire) de la formation continue et de sa privatisation.

Mais sur le CR, rien sur les initiatives d'excellence IDEX, LABEX, sur la titularisation des précaires...

Bref, une leçon de chose concernant les appareils (petits ou grands) qui se disposent tranquillement en vue des Assises de l'Enseignement Supérieur pour « faire pression ».

salaires) pour éradiquer le chômage, ce qui implique de s'en prendre au pouvoir économique et politique de la grande bourgeoisie et à celui de son Etat, oppresseur et exploiteur », alors un grondement d'approbation se fait entendre du fond de la salle. Si ce militant internationaliste ajoute et explique que pour en finir avec l'avenir « européen » que préfigure le sort fait par « l'Europe » actuelle à la Grèce et aussi à tous les peuples européens, ne faut-il pas combattre pour les Etats-Unis socialistes d'Europe ?, alors un second grondement de la vague d'applaudissements ébranle enfin la réunion.

Pour ces messieurs, c'en était trop et chacun, à la tribune, de se proclamer « social-démocrate » et d'entonner un couplet sur la nécessité de rassembler tous les Français, de n'exclure personne de leur belle république, un sénateur à la retraite allant jusqu'à avouer son « respect » de l'Etat, mieux sa prédilection pour messieurs les « préfets »...

Les masses écoutèrent à nouveau ceux-là en silence et n'applaudissaient plus. Elles réfléchissaient. Et commençaient à se demander s'il ne faudrait pas s'orienter dans une autre direction politique, par exemple construire un autre parti, véritablement socialiste celui-là, pour imposer leur volonté aux patrons, banquiers ainsi qu'aux politiciens « de gauche » qui servent si bien les puissants, et alors que chacun constate que tout va aller de mal en pis. La situation actuelle de crise sociale est telle que des discussions sur ces questions brûlantes peuvent commencer à se nouer avec quelques-uns.

Qui a dit que la classe ouvrière, en France et en Europe, était complètement aliénée politiquement ?

DAVID, le 10 juin 2012.

Tunisie :

LA BOURGEOISIE NE PARVIENT PAS A FAIRE REFLUER LA REVOLUTION

Les luttes de classes ne cessent de se développer en Tunisie, manifestant la vitalité de la révolution prolétarienne déclenchée dans ce pays le 14 janvier 2011. Le gouvernement de coalition entre les partis bourgeois, dont les islamistes, majoritaires au parlement, a pour objectif de stabiliser, contre le mouvement de résistance des travailleurs, une situation économique et sociale qui se dégrade chaque jour davantage. Les protestations ouvrières contre le retard du paiement des salaires comme les sit in pour exiger du travail ne se comptent plus dans l'ensemble des régions (gouvernorats). Mieux, les dirigeants de celles-ci sont souvent pris à partie par les manifestants.

Quelques exemples : le 4 mai, les travailleurs se soulèvent et lancent à l'adresse du gouverneur de Kébili le cri de : « *Dégage !* » Le 7 mai, lors d'émeutes à Médenine, les autorités ne parviennent pas à éviter une agression contre le gouverneur. Le 8 mai, de grandes manifestations ont lieu à Thala pour le paiement des salaires en retard et se concluent par la destruction des locaux du parti Ennahda qui a remporté les élections à la Constituante en octobre dernier. Significatif du climat qui règne partout, le 8 mai encore, des grévistes du Palais de la présidence à Carthage lancent à l'adresse de Marzouki, le nouveau président de la république, lors d'une cérémonie officielle, ce même cri de : « *Dégage !* » Mais faute d'une perspective claire, aucun parti s'affirmant ouvrier ou « de gauche » n'ouvre celle du gouvernement ouvrier, seul à même de satisfaire les revendications des masses, les manifestations de désespoir se multiplient. Ainsi, fin avril, ont eu lieu, parmi d'autres, des tentatives de suicide de chômeurs rassemblés devant le ministère de l'emploi à Tunis...



Manifestation anti-gouvernementale à Tunis
(25 février 2012)

Mais le centre le plus avancé de la révolution, reste le bassin minier de Gafsa, dans le sud-ouest tunisien dont la grande grève de six mois en 2008 a ouvert la voie au soulèvement de 2011. Très combatifs depuis l'Indépendance, dès 1956, contre le régime bourgeois de Bourguiba, les ouvriers de la Compagnie des Phosphates de Gafsa n'ont que leur métier de mineur pour faire vivre les 150 000 habitants des quatre villes minières de Redeyef, Moularès, Mdhila et Méthlaoui. Or leurs conditions de vie et de travail se dégradent : de 15 à 20 000 travailleurs au début des années 80, on ne compte plus aujourd'hui que 5 000 mineurs pour une production accrue. La situation est pire qu'à l'époque coloniale, avec un taux de chômage de 20 à 25 %, une pollution de plus en plus grave de l'air et des nappes d'eau souterraines, entraînant une hausse inquiétante des taux de cancer, de maladies des reins, des

voies respiratoires, des yeux, etc.

La masse des mineurs reste mobilisée et les conflits se concentrent, dans la dernière période, sur la riposte aux promesses d'embauche non tenues ou dévoyées par les patrons : d'où des manifestations incessantes sur place et aussi à Tunis devant le siège du gouvernement, la plupart du temps durement réprimées. Le syndicat UGTT, en dépit de la collaboration de ses hautes sphères dirigeantes avec l'ancien régime de Ben Ali et avec le nouveau gouvernement bourgeois, reste néanmoins un cadre d'organisation toujours vivant, et la pression de la base a fait que le dernier congrès de la Centrale, en décembre 2011, a décidé d'apporter son appui aux luttes des mineurs et des chômeurs de la région.

Le 4 mai, la commission internationale de solidarité a invité l'un des principaux dirigeants syndicaux du bassin minier de Gafsa, Adnen Haji, combattant reconnu et respecté des mineurs, emprisonné en 2008, et dont l'intervention publique a porté sur la nécessité de hisser la lutte des mineurs à un niveau politique supérieur. Voici quelques extraits des conclusions de ce militant ouvrier, publiées le 15 mai sur le site www.europe-solidaire.org, lié au NPA :

« Depuis la révolution de 2010-2011, même si sa tête est tombée, le régime est fondamentalement resté en place. Le RCD [le parti de Ben Ali, ndlr] continue à gouverner le pays au quotidien. Sur le plan social, rien n'a changé. Pire, la situation s'est même sérieusement dégradée. Certes les islamistes de Nahda ont gagné les élections, mais avec un taux d'abstention de 54 %. En réalité, ils assurent la pérennité d'un système social qui profite exclusivement à la bourgeoisie tunisienne et à l'impérialisme étranger. Il importe au contraire aujourd'hui de créer un mouvement social et politique d'opposition indépendant, issu du monde du travail. Un mouvement ne devrait pas se préoccuper exclusivement des prochaines élections de 2013, mais plutôt favoriser l'unification dans la lutte du mouvement des salarié-e-s, des chômeurs-euses et des secteurs les plus mobilisés de la société civile – notamment des femmes – autour d'un programme social et démocratique qui contribue à rassembler un troisième pôle socio-économique, face à l'alternative entre islamistes et libéraux, héritiers du RCD. Les militants-e-s de base et les cadres intermédiaires de l'UGTT ne pourraient-ils pas jouer un rôle moteur pour favoriser un tel processus ? »

Le camarade Adnen Haji pose clairement la question de constituer en Tunisie un parti ouvrier à même de regrouper sur leurs revendications les masses laborieuses en dehors des partis bourgeois, à partir de ce cadre d'organisation de masse que représente l'UGTT. Il est peut-être possible d'envisager ainsi cette lutte politique sur le plan tactique, de même qu'en Angleterre, historiquement, le parti ouvrier a surgi des syndicats. Mais la question essentielle de la construction de l'organisation ouvrière politique qui est à l'ordre du jour en Tunisie, est celle de son programme. On en trouve une réponse, sur le même site, dans une résolution (Pour un pôle ouvrier populaire) du 29 mars 2012 de la LGO (Ligue de la

Gauche ouvrière), organisation sœur du NPA, qui se prononce pour :

« la construction d'un pôle ouvrier et populaire dont le centre de gravité, le garant de son unité et de la cristallisation de sa force serait l'UGTT. Les forces de gauche et démocrates réunies autour de l'UGTT et unies en son sein seront le moteur principal de ce pôle ouvrier populaire ». En réalité, même en s'appuyant sur les meilleurs éléments de base des syndicats, il ne s'agit pas, pour la LGO, de construire un parti ouvrier se dotant d'un programme ouvrier et revendiquant le pouvoir politique devant la faillite des partis bourgeois. Tout au contraire, il s'agit de subordonner le combat politique du prolétariat tunisien à des « forces démocrates », c'est-à-dire de constituer un « front populaire » pour la défense de l'ordre bourgeois (voir CPFC

n° 23 de juin 2011 où nous avons longuement analysé cette orientation anti-révolutionnaire en Tunisie). Force est de constater que plus le temps passe et plus les dirigeants de la LGO et de la plupart des courants se réclamant du mouvement ouvrier, persistent à maintenir leurs liens politiques avec la bourgeoisie (les fameuses « forces démocrates »). C'est une fois de plus, assujettir politiquement les ouvriers à leurs ennemis mortels, tourner le dos au programme d'action indispensable à la révolution prolétarienne, empêcher les travailleurs tunisiens de combattre pour un gouvernement ouvrier dans le cadre de la lutte pour les Etats-Unis socialistes du Maghreb et du Machrek alors que le temps presse et que l'énergie révolutionnaire des masses reste plus vive que jamais.

Fabrice LEFRANCOIS, le 20 mai 2012.

Algérie :

DES ELECTIONS LEGISLATIVES QUI NE REGLENT RIEN

Pour l'impérialisme et les bourgeoisies arabes qui avaient envoyé 500 observateurs afin de veiller au bon déroulement « démocratique » du scrutin législatif du 10 mai en Algérie, c'est une divine surprise. Le FLN, le parti nationaliste bourgeois « historique » qui, sous la houlette de l'armée, dirige l'Algérie depuis l'Indépendance (sauf après les législatives de 1991 où feu le Front islamique du salut gagna les élections, vite annulées par l'armée) vient largement en tête des partis en lice : 221 députés sur les 442 composant l'Assemblée.

Mais que disent les honorables maîtres du monde à propos de ces élections, les premières en Algérie depuis les soulèvements des masses au Maghreb et au Machrek de 2011 ? Pour Hillary Clinton, la voix autorisée de l'impérialisme américain, « ces élections – et le nombre élevé de femmes élues, sont une étape bienvenue dans le progrès de l'Algérie vers une réforme démocratique ». La France officielle, l'ancienne puissance coloniale, estime que « le scrutin s'est globalement déroulé dans le calme et sans incident majeur » mais se refuse à commenter les accusations de manipulation lancées par les islamistes et le Parti des travailleurs (PT). L'Union européenne, en perroquet de Mme Clinton, y voit un signe certain d'un futur « approfondissement de la démocratie » dans ce pays. L'Organisation de la Conférence islamique n'est pas en reste, qui se félicite d'« élections réussies et démocratiques », etc.

Pour les partis qui ont perdu quelques députés alors qu'ils espéraient multiplier leur score de 2007, le vote du 10 mai est une « grande manipulation », comme le clame l'Alliance de l'Algérie verte (cartel électoral de trois partis islamiques, avec 47 députés contre 59 en 2007) qui dénonce « une fraude massive ». « C'est une mascarade et un véritable hold-up électoral », s'indigne de son côté Louisa Hanoune, dirigeante du Parti des travailleurs, l'organisation sœur du CCI-POI « lambertiste » en Algérie (17 députés). Quant au Front des forces socialistes (FFS), créé peu après l'Indépendance par Aït Ahmed, chef historique du FLN de 1954, avec 21 députés, il semble s'accommoder de son sort. Quoi qu'il en soit, pour l'impérialisme, ces élections sont « légitimes ». Mais sont-elles réellement, comme l'espéraient les classes dominantes, un facteur de stabilisation politique et sociale au

Maghreb-Machrek en pleine tourmente révolutionnaire ?

Les résultats, même truqués, manifestent la grande faiblesse du « processus démocratique » algérien. La campagne a laissé une large majorité du peuple indifférente, lequel a boudé les urnes à 57 % (30 % de votants à Alger, 19,8 % à Tizi-Ouzou, capitale de la Kabylie, mais 60 % dans le grand Sud où l'armée, très présente, a voté en masse et comme un seul homme pour les partis au pouvoir, le FLN et le RND, le Rassemblement national démocratique, issu d'une scission du FLN et qui remporte 68 sièges). Le sentiment dominant est que la « victoire » écrasante du FLN ne présume en rien d'un quelconque changement des rapports politiques entre les masses et un pouvoir largement discrédité et rejeté. Ce dernier faisait semblant de craindre une montée des partis islamistes, à l'exemple des dernières élections en Tunisie, au Maroc et en Egypte. Remarquons toutefois que le plus important parti religieux, le MSP (ex-Hamas) comptait quatre ministres dans le gouvernement sortant, accusés de corruption et d'incompétence. Il semblerait que les partisans d'un régime islamiste « dur » en Algérie se soient réfugiés dans l'abstention, attendant un moment favorable pour ressurgir sur la scène politique.



Femme algérienne votant dans le cadre des élections législatives de 2012

Ces élections ne donnent tout au plus qu'un sursis au régime bourgeois qui ne peut se maintenir qu'au moyen de l'armée, sa véritable colonne vertébrale. Car l'Algérie reste minée par un ensemble de contradictions explosives : un écart croissant entre le niveau de vie misérable des masses et l'enrichissement de la mince couche de la grande bourgeoisie et de la bureaucratie d'Etat, et cela dans un contexte de chômage croissant. Pourtant, la rente pétrolière a effacé depuis belle lurette la dette de l'Etat à l'égard de l'impérialisme, à tel point que le FMI lorgne vers les 200 milliards de dollars accumulés par le trésor algérien. Or cette manne n'est en rien destinée à améliorer le niveau de vie des masses mais à accroître la fortune des nantis : les prix ne cessent d'augmenter de façon vertigineuse, les salaires ne suivent pas, les services publics (dont un système éducatif quasi à l'agonie) se dégradent, la misère s'étend...

En fait, l'Algérie d'aujourd'hui ressemble à une série de barils de poudre qui explosent régulièrement dans tout le pays : on ne compte plus les émeutes contre les forces de l'ordre. Depuis un an et demi, par désespoir, des dizaines de jeunes se sont immolés par le feu comme à Sidi Bouzid où a commencé la révolution tunisienne. Fin avril, à Jijel (ex-Djidjelli), le sacrifice d'un jeune marchand ambulant a provoqué des émeutes de toute la jeunesse de la ville, qui a détruit les édifices de l'appareil répressif et politique de la willaya (préfecture). Tout au long de la campagne électorale, fort terne, les masses s'en détournant, les grèves n'ont pas cessé, au métro d'Alger, chez les travailleurs de Cevital à Béjaïa, accompagnées d'importantes mobilisations des enseignants, des travailleurs de la santé...

Mais aucune force ne se manifeste au sein de la classe ouvrière, à même de centraliser cette énergie et de lui fournir une perspective politique. Ce mouvement n'est pas sans analogies avec celui des travailleurs en Tunisie et en Egypte, qui ne parvient toujours pas à se centraliser mais dont l'existence empêche, pour le moment, toute stabilisation de la société bourgeoise entrée en convulsions. La différence c'est que les masses algériennes se sont déjà soulevées en 1988, arrachant à l'époque des libertés politiques, notamment le droit de former des partis. Puis elles ont donné la majorité au FIS lors des législatives de 1991, entraînant une riposte de l'armée qui devait les annuler au moyen d'un véritable coup d'Etat, suivi d'une longue guerre civile (où l'on a recensé de 100 à 200 000 morts). On comprend que dans ces conditions, les masses, sans parti ni direction révolutionnaires, ne parviennent pas à unifier leurs forces potentielles toujours comprimées. Mais chacun est conscient que « cela ne peut pas durer » et que les élections n'ont rien réglé, aggravant au contraire le rejet du régime par les masses.

Comme dans tout le Maghreb, la question algérienne est éminemment politique. La constitution d'un parti ouvrier révolutionnaire est là aussi la seule issue, ouvrant aux masses

en mouvement, la perspective de leur propre pouvoir à tous les niveaux : pour un gouvernement ouvrier et paysan, appuyé sur des organes autonomes des masses et leurs organisations, formant la base d'un véritable Etat ouvrier. Mais personne, au Maghreb, ne pose cette question-clé ni ne veut ouvrir une telle perspective. Le Parti des travailleurs (PT) qui met en avant la « lutte pour la défense de la nation » par le moyen de la convocation d'une Constituante et n'avance des revendications « sociales » que pour maintenir une base électorale dans la classe ouvrière, fait ouvertement le jeu du régime. Le PT, dit son programme, « lutte pour la démocratie qui implique l'élection d'un soviet au suffrage universel ». Tout est mis sans dessus-dessous, le mot d'ordre des soviets (des conseils ouvriers) étant dissous par le PT dans le programme de la « démocratie ». Les revendications légitimes de la population laborieuse, que le PT ne cesse d'avancer, pourraient, selon ses dirigeants, être satisfaites par un « soviet » sorti des urnes, sous la houlette du régime bourgeois « démocratisé ».

Le FLN semble plus réaliste, qui a placé les dernières élections sous le signe de l'amendement de la constitution existante, espérant rééditer la manœuvre récente de la monarchie marocaine visant à « démocratiser » le régime au moyen d'une réforme des institutions en place. Quant au Parti socialiste des travailleurs, l'organisation sœur du NPA en Algérie, il ne dit rien d'autre, appelant ainsi le 1^{er} mai à un « Rassemblement de gauche permettant aux travailleurs et opprimés d'unifier leurs rangs dans les luttes démocratiques, anti-libérales et anti-capitalistes ».

Si les masses algériennes ne se sont pas soulevées, comme en Tunisie, en Egypte, en Libye, en Syrie, jusqu'à renverser les dirigeants politiques que l'armée impose de tout temps à ce pays, les problèmes auxquels elles sont confrontées sont de même nature que dans tout le Maghreb et le Machrek. La débile et féroce bourgeoisie algérienne ne saurait se dessaisir de son contrôle sur les ressources naturelles (le pétrole et le gaz) qui l'enrichissent, ne laissant aux masses paupérisées que la portion congrue. Les travailleurs, pour pouvoir satisfaire leurs besoins et accéder à une vie digne, doivent, comme à Tunis et au Caire, combattre pour prendre le pouvoir entre leurs mains, dans le cadre des Etats-Unis socialistes du Maghreb et du Proche-Orient.

Il leur faudra pour cela s'armer d'un programme d'action et engager la lutte pour renverser leur bourgeoisie nationale inféodée à l'impérialisme. Pour réaliser cette tâche historique, il est nécessaire qu'une avant-garde ouvrière révolutionnaire se constitue en parti politique, contre les semeurs d'illusions (PT, PST...) dont les programmes d'adaptation à l'ordre établi sont un obstacle à la construction des partis de l'Internationale ouvrière révolutionnaire dans cette région du monde en pleine tourmente révolutionnaire, en dépit de tous les obstacles dressés sur le chemin des travailleurs.

Fabrice LEFRANCOIS, le 22 mai 2012.

Egypte :

LA BOURGEOISIE NE PARVIENT PAS A STABILISER LA SITUATION

Quel crédit apporter aux résultats du premier tour de l'élection présidentielle en Egypte des 23 et 24 mai alors que nombre de candidats ont été récusés et d'autres maintenus par le seul bon vouloir de l'armée dans les semaines et les jours

qui ont l'ont précédé ? Quelle autorité et quels pouvoirs aura d'ailleurs le futur président dont a besoin la bourgeoisie pour tenter de stabiliser son pouvoir, alors que l'Egypte n'a toujours pas de constitution ? Tout s'est passé de telle sorte

que les deux « vainqueurs » qui devraient s'affronter au second tour fixé les 16 et 17 juin, sont tous deux des représentants de cette bourgeoisie, le Frère musulman Mohamed Morsi (avec 24,7 % des votants) et le dernier premier ministre de Moubarak Ahmad Chafik, en ayant rassemblé 23,6 %. Mais dans un contexte où environ 46 % des inscrits seulement ont participé au scrutin qui se trouve une fois de plus dévalorisé.

Dès les résultats connus, des foules immenses sont descendues dans la rue, manifestant avec force leur refus de l'impasse politique qui les contraint à « choisir » entre la restauration de l'ancien régime, souhaitée par les chefs de l'armée, et la réaction islamiste. Et pas seulement au Caire, mais encore à Alexandrie. La deuxième ville du pays (10 millions d'habitants) qui avait la réputation d'être un « fief » du vote islamiste avec 70 % des voix aux législatives de janvier 2012, a placé cette fois-ci en tête Hamdeen Sabbahi, le candidat « socialiste nassérien », bien loin devant Morsi (4^e) et Chafik (5^e). Mais Sabbahi arrive aussi en tête au Caire et dans la plupart des grandes villes, en dépit d'un grand nombre d'irrégularités, votes achetés, suffrage des morts...

Jacques Chastaing qui suit de près la révolution égyptienne pour la revue *Carré rouge*, a sans doute raison de constater « *le déclin extrêmement rapide des Frères musulmans passés de 40 % aux législatives à 25 % aux présidentielles. C'est dire la rapidité du discrédit* ». Mais il fait de Hamdeen Sabbahi un « *candidat pro-révolutionnaire et socialiste nassérien* », une des figures marquantes de la révolution du 25 janvier » qui a remporté 20,7 % des suffrages. Et de voir dans ce score un « *vote socialiste (qui) confirme et complète l'appel du 11 février à la classe ouvrière pour la grève générale* ».

C'est aller bien vite en besogne alors que l'appel à la grève du 11 février, lancé par quelques groupes, dont les « socialistes révolutionnaires », partisans de la révolution par étapes, et donc de l'avènement d'un Etat bourgeois « démocratique », n'a rencontré qu'un écho très limité dans la classe ouvrière. Celle-ci ne cesse de combattre, notamment par la grève et la manifestation, pour toutes ses revendications mais ne possède toujours pas l'instrument politique, le parti révolutionnaire lui permettant de centraliser sa lutte contre la bourgeoisie et les obstacles que cette dernière ne cesse de dresser en son sein.

Que le vote de mai accuse le fossé grandissant qui se creuse entre le régime militaire incarné par le Conseil supérieur des Forces armées et les masses en mouvement est une chose. Qu'il annonce une nouvelle crise politique, voire de nouveaux développements dans la voie de l'approfondissement d'une révolution sociale en Egypte, c'est possible, mais certainement pas sous la direction du parti bourgeois des nassériens, même « de gauche ». Que ce vote ne règle rien et risque de déboucher sur une nouvelle explosion est dans la logique de la situation. Car celle-ci, comme en Tunisie, peut-être caractérisée d'un mot : **l'instabilité** et ce, dans tous les domaines : politique, économique, social...

Les résultats du premier tour de la présidentielle étaient à

peine proclamés que la « Justice égyptienne » rendait son verdict dans le procès emblématique de l'ancien régime : la perpétuité pour Moubarak et son dernier ministre de l'Intérieur, l'acquittement pour les autres accusés (ses collaborateurs et ses fils, affairistes corrompus) que par dizaines de milliers, les manifestants occupaient à partir de samedi 2 juin les rues et les places du Caire et des villes de tout le pays, réclamant justice pour le millier de martyrs d'il y a 17 mois, « *l'exécution de l'assassin* » ainsi que « *le nettoyage de l'appareil judiciaire* ».

A Alexandrie, la foule rassemblée devant la mosquée Al-Quaed Ibrahim a exigé « *la chute du régime* ». A Suez, on a fustigé la duperie et un porte-parole des manifestants, s'est écrié : « *Nous aurons une nouvelle révolution et cette fois nous allons bien faire les choses* ». Au Caire, sur la place Tahrir, Mohamed Morsi a tenté de convaincre les masses exaspérées que, futur président, il saurait leur rendre justice. Mais il semble n'avoir convaincu personne en dehors des siens.

Tout se passe comme si toutes les initiatives du gouvernement (nommé par la junte), du parlement (aux mains des islamistes), de l'appareil judiciaire ayant pour objectif de « calmer le jeu », ne faisaient au contraire que déchaîner de nouvelles mobilisations des masses contre un régime mal assuré de lui-même. C'est que personne, pas même l'armée, ne contrôle réellement la situation. Dans un tel contexte, une nouvelle série de grèves ont repris dans tout le pays.

Chacun sent qu'une nouvelle crise se prépare posant la question centrale : qui doit exercer le pouvoir : l'ancien appareil d'Etat maintenu avec l'armée à sa tête ou les masses elles-mêmes ? Cette question ne peut que faire son chemin dans la conscience profonde des travailleurs, même si ces derniers ne sont pas encore en mesure de trouver les moyens d'une solution, à savoir la mise en place d'un gouvernement ouvrier et paysan, seul à même de satisfaire toutes les revendications de plus en plus pressantes.

Les tensions entre les classes aux intérêts inconciliables ne cessent de croître : de nombreuses permanences du candidat de la junte Ahmed Chafik, ont été incendiées (et pas seulement au Caire). De leur côté, les Frères musulmans qui tentent de se faire passer pour « révolutionnaires » à l'égard de la « justice » notamment, s'organisent contre les masses tout en s'appuyant sur l'armée afin que la présidence ne leur échappe pas. Mais personne n'est assuré de rien.

Dans ce contexte, alors que les positions de pouvoir de la haute bourgeoisie restent mouvantes (la solidarité profonde entre les partisans de l'armée et de l'ancien régime et ceux des islamistes n'empêche pas leur division et leur lutte), la classe ouvrière ne reste pas inactive. Elle sent que le moment est favorable pour agir et arracher ce qui peut l'être. L'instabilité actuelle des rapports entre la grande bourgeoisie et ses représentants politiques, et les masses, ne peut durer éternellement. Le mouvement des masses pour aller de l'avant, doit s'organiser de façon autonome, en comités de toutes sortes, affirmant sa candidature à l'exercice du pouvoir. Telles sont les perspectives qui sont devant les ouvriers et les paysans de ce grand pays en révolution.

DAVID, le 4 juin 2012.

Humeur :

COMMUNISTES ??

Discours de bienvenue du général d'armée Raúl Castro Ruz, président du conseil d'état et du conseil des ministres, au souverain pontife Benoît XVI. Santiago de Cuba, le 26 mars 2012 :

« *Sa Sainteté, Cuba vous accueille avec affection et respect et elle s'honore de votre présence.* »

Ambajada de Cuba ¹

Le pape Benoît n°16 est allé à Cuba.

Le 26 mars 2012. Quatorze ans après la visite du Jean Paul n°2 dans l'île.

Il y a été particulièrement bien reçu par des dirigeants appelés « communistes ».

Qu'est-ce qui a amené l'ayatollah catholique si loin de son confortable palais ?

Et qu'est ce qui amené les dirigeants cacochymes de la Havane à accueillir avec tant de manières cet agent de la réaction la plus absolue ??

Cela pouvait être drôle, comme la question que posa Fidel à Benoît : « *Que fait un pape ?* »

Mais en fait non.

Comme l'écrit un certain Jean-Jacques Kourliandsky, spécialiste très patenté de ces questions au sein de l'Institut de relations internationales et stratégiques :

« *La visite de Jean-Paul II en 1998 redonne à l'Eglise une place institutionnelle majeure.* » Pour Jean-Jacques Kourliandsky, « *elle est désormais l'institution la plus importante au sein de la société civile* », alors que seuls 10 % des Cubains se revendiquent catholiques et qu'ils sont 85 % à déclarer « croire en quelque chose ». Sur le site du Nouvel Observateur ², daté du 27-03-2012

Ce n'est donc pas à la demande la population qui serait catholique que...

Mais tout cela arrange fortement les affaires de nos deux stars égotantes

La flamme de la révolution !!!!!

Pour l'un, le catho, c'est clair : « *La visite de Benoît XVI dans l'île vise notamment à renforcer la position de l'Eglise en vue "d'affronter la concurrence"*. » article cité dans Le Nouvel Observateur ².

En effet 10 % de catholiques alors que tout plein d'églises diverses et variées se partagent le marché, le marketing est à revoir...

Pour les autres, généraux, présidents, députés, ministres arrivés au pouvoir à Cuba par la vague révolutionnaire des années 1960 qui les a menés plus loin qu'ils ne le souhaitaient, pas plus communistes que ça, mais bien installés aujourd'hui, il leur faut colmater leur régime moribond.

Faute d'avoir utilisé les 50 ans passés pour confier le pouvoir aux masses cubaines et appuyé réellement la révolution mondiale (ils se réclament du stalinisme), ils sont aujourd'hui aux abois et obligés de former des plans pour conserver leur pouvoir personnel. Alors y a bon avec la religion, la catholique entre autre, qui en échange d'un desserrement national en sa faveur, condamne le blocus américain contre Cuba. Il ne s'agit bien sûr pas de la liberté d'exercice de la religion d'ordre privé, mais de contrôle des masses en faveur du régime par la religion institutionnelle. Rien de nouveau.

Tout cela est bien loin de tout communisme. Mais en fallait-il la preuve ??

« *Il est "plus facile pour le régime d'offrir des droits nouveaux en matière de religion que sur les questions politiques"* » article cité in Le Nouvel Observateur ².

Victor MAURICE, le 11 juin 2012.

1 sur <http://www.cubaparis.org/>

2 <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20120327.OBS4676/cuba-un-pape-au-pays-de-la-revolution.html>

LA GREVE GENERALE DES ETUDIANTS DU QUEBEC

Un puissant mouvement étudiant secoue actuellement le Québec. Il ébranle depuis février cette province francophone du Canada. Tout a commencé par la décision du gouvernement bourgeois du Parti libéral d'augmenter de 75 % sur une période de cinq ans les droits de scolarité universitaires qui sont actuellement de 2 168 dollars par an. Selon les dires cyniques du premier ministre Jean Charest,

cette mesure a été prise afin de faire « payer leur juste part » aux étudiants. En fait, cette décision vient couronner une lente mais importante augmentation de ces frais qui a débuté au milieu des années 90. En effet, de 1968 au début des années 90, ils furent bloqués à 500 dollars ce qui faisait du Québec la province du Canada où ces droits d'inscription étaient les plus faibles.

LA CRISE DU CAPITALISME FRAPPE AUSSI AU QUEBEC

Mais la crise du capitalisme commence à se manifester là aussi. En effet, la dette publique du Québec est l'une des plus importantes des pays occidentaux. En 2010, elle représentait près de 95 % de son PIB. Elle n'a cessé depuis d'augmenter. Elle est due pour une grande part à l'injection massive d'argent public dans l'économie afin de retarder les effets de la crise du capitalisme et de soutenir les exigences de rentabilité des capitalistes. Aujourd'hui ce sont eux qui exigent que la facture soit présentée aux étudiants et aux travailleurs. Face à cette importante attaque économique et

politique, les étudiants québécois ont déclenché début février un mouvement de grève illimitée qui est entré dans sa 18^{ème} semaine en ce début juin. Cette grève, démocratiquement votée à la base, mobilise des centaines de milliers d'étudiants sur les campus universitaires et les Collèges avec d'importants piquets de grève bloquant les accès aux bâtiments. Des centaines de manifestations (dont plus d'une trentaine nocturnes) ont eu lieu dont celles des 22 mars, 22 avril et 22 mai qui ont réuni chacune plus de 250 000 personnes à Montréal.

UNE REPRESSION SAUVAGE...

Le mouvement a dû faire face immédiatement à une très violente répression policière qui a donné lieu à des milliers d'arrestations et à des blessés graves chez les manifestants. Les forces de l'ordre ont en effet utilisé tout l'arsenal de la répression moderne : matraques télescopiques, gaz irritants,

bombes assourdissantes, balles en plastique, balles en caoutchouc, nouvelles unités de choc de l'escouade anti-émeute. En outre, le mouvement a été infiltré par des casseurs du Black Bloc, plus ou moins contrôlé par la police, qui ont fourni le prétexte à la répression.

...FACE A UN MOUVEMENT DYNAMIQUE ET PUISSANT

Ceci dit, en l'absence de parti révolutionnaire, ce mouvement a manifesté une extraordinaire maturité politique qui, in fine, pointe du doigt toute la politique capitaliste du gouvernement bourgeois Charest. En outre, la grève étudiante est extrêmement populaire. En effet, une partie importante de la population a rejoint les manifestations monstres de Montréal. Les syndicats enseignants ont été en particulier à la pointe du mouvement, tout comme des regroupements comme « Profs contre la hausse » ou même des organisations démocratiques de défense des droits de l'Homme. Des syndicats ouvriers ont aussi apporté leur soutien à travers des caisses de grèves et des participations à la lutte. Face à ce mouvement sans précédent en Amérique du Nord, le gouvernement a tenté de

passer en force en refusant dans un premier temps toute négociation avec les syndicats étudiants et en particulier avec CLASSE (Coalition large pour une solidarité étudiante), sous prétexte que ce dernier ne condamnait pas les violences des casseurs. Au final, le gouvernement a accepté de le faire sous la pression des autres syndicats étudiants plus modérés (FEUQ, FECQ et TACEQ) dans une forme de dialogue social à la « française ». Ces discussions ont eu lieu le 4 mai pendant près de 20 heures alors que, dans le même temps, la répression redoublait de violence. Les représentants étudiants ont, dans un premier temps, signé un accord très défavorable au mouvement mais fort heureusement la base étudiante l'a largement rejeté.

MALGRE LA LOI SCELERATE ANTIGREVE DITE LOI 78...

Face à la puissance du mouvement qui n'a pas reculé d'un pouce en dépit de ces diverses manœuvres, le gouvernement a dû imposer une loi d'exception d'une extrême sévérité, introduite par un projet de loi désigné comme projet de loi 78. En effet, le gouvernement n'a cessé de proclamer que la mobilisation n'était pas une grève étudiante mais un boycott des cours. Dès lors pour briser cette grève il lui a opposé le « droit individuel aux études » défendu par la loi 78. Selon Louis Gill¹, la loi 78 a une portée exceptionnelle. Et de fait,

« la loi 78 ordonne aux professeurs de reprendre le travail et d'accomplir tous les devoirs rattachés à leurs fonctions, sans arrêt, ralentissement, diminution ou altération de leurs activités normales. Elle interdit à une association de salariés, à ses dirigeants, incluant ses portes-parole, et à ses membres de participer à une action concertée impliquant une contravention à ces obligations. Elle stipule que nul ne peut, par un acte ou une omission, entraver le droit

d'un étudiant à recevoir l'enseignement de l'établissement qu'il fréquente et interdit toute forme de rassemblement à l'intérieur d'un édifice où sont dispensés ces services, ainsi que sur le terrain où est situé l'édifice et dans un rayon de 50 mètres des limites externes de ce terrain. Elle décrète qu'une association ou une fédération d'associations est solidairement responsable de préjudices causés par ses membres contrevenants et institue le renversement du fardeau de la preuve en matière de responsabilité civile à l'égard de tels préjudices présumés. »

La loi 78 prévoit que, si une association étudiante est jugée coupable d'une entrave à l'offre normale de services d'enseignement, elle sera, pour une période d'un trimestre pour chaque jour d'entrave, privée des locaux, du mobilier et d'autres avantages, ainsi que des cotisations prélevées à la source auxquelles elle a droit en vertu de la Loi sur l'accréditation et le

financement des associations d'étudiants, en vigueur depuis les années 1960, qui a donné jusqu'ici aux associations étudiantes une reconnaissance officielle. C'est l'existence même des associations étudiantes qui se trouve ainsi menacée par la loi d'exception. En cas d'infraction à quelque disposition de la loi, elle établit des amendes allant de 1000 à 5000 dollars pour un individu, de 7000 à 35 000 dollars pour un dirigeant ou un porte-parole d'une association et de 25 000 à 125 000 dollars pour une association. Ces sommes

sont doublées en cas de récidive. Dépassant largement le seul objectif de la reprise des cours, elle régleme toute forme de manifestation en limitant à 50 le nombre de personnes au-delà duquel une permission doit être obtenue pour l'organiser ».

¹Voir sur le site de Carré Rouge l'article de Louis Gill : *La grève étudiante au Québec. Un printemps érable de carrés rouges.*

...LA GREVE GENERALE ILLIMITEE DES ETUDIANTS EBRANLE LE GOUVERNEMENT



Le 22 mai 2012, à Montréal, 250 000 manifestants sur le bitume de la capitale économique du Québec

Il s'agit donc bien d'une loi antigreve, l'une des plus sévères prises par un gouvernement bourgeois, dans la lignée des lois précédentes ordonnant le retour forcé au travail des travailleurs de Poste Canada et Air Canada. Mais comme nous l'avons vu précédemment, cette loi a vu aussi se dresser

contre elle l'ensemble de la population, des syndicats ouvriers, des associations démocratiques du pays. Le soir même de sa promulgation, 15 000 manifestants ont parcouru spontanément les rues de Montréal et de toutes les autres grandes villes de Québec aux cris de « *Ce n'est pas une loi spéciale qui nous fera plier. Grève générale illimitée !* ». Le 16 mai, face à la plus grande mobilisation étudiante de l'histoire de l'Amérique du Nord, la ministre de l'éducation du parti Libéral, Line Beauchamp, véritable tête de turc du mouvement, annonce sa démission pour calmer la rue. Sans résultat. Au contraire, cela ébranle le gouvernement du parti libéral et entraîne un début de crise politique en son sein. Le 22 mai, près de 250 000 manifestants défilent à nouveau dans les rues de Montréal sous les mêmes mots d'ordre offensifs. En outre, la grève reçoit le soutien de l'ensemble des syndicats et des populations du Canada anglophone où des manifestations ont lieu. Enfin, CLASSE, le syndicat étudiant le plus radical, a appelé à la désobéissance civile pour s'y opposer et ses portes-parole se sont dits prêts à aller en prison pour ces propos. Tout cela témoigne d'une importante dynamique du mouvement.

CE QU'IL MANQUE AUX ETUDIANTS ET AUX TRAVAILLEURS POUR L'EMPORTER

Mais pour l'emporter, en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire au Québec qu'il faudra construire, seule la grève générale illimitée appelée et organisée par les centrales syndicales ouvrières, en liaison avec les syndicats étudiants, avec comme mot d'ordre politique « *Charest dehors ! on va te trouver une job dans le nord !*² » pourrait accélérer la crise gouvernementale et faire tomber ce gouvernement. Sans quoi,

le mouvement tout aussi puissant qu'il est actuellement risque de se trouver entre pris entre deux eaux avant de refluer.

² C'est l'un des principaux mots d'ordre de la grande manifestation du 22 mai.

Vikash MANAPANY, le 10 juin 2012.

Notes :

Le carré rouge

Le carré rouge est l'emblème de la mobilisation contre la hausse des frais de scolarité au Québec. Il est le principal symbole d'appui aux grèves étudiantes de 2005 et 2012. Il est apparu au Québec en octobre 2004. C'est le Collectif pour un Québec sans pauvreté qui l'utilise pour la première fois dans sa campagne contre le projet de loi 57 sur la réforme de l'aide sociale. En 2005, il est adopté durant la grève étudiante. On l'associe au slogan « *Carrément dans le rouge.* »

Les syndicats étudiants

CLASSE regroupe 65 associations étudiantes collégiales et universitaires. De nombreux militants marxistes et révolutionnaires sont des acteurs majeurs de ce syndicat de lutte. Ce syndicat revendique 109 000 membres et est l'artisan de la Grève générale illimitée des étudiants. Extrait du site de CLASSE :

« *Vers la grève générale : Si nous en sommes à envisager une grève générale illimitée, c'est que nous avons pratiquement épuisé tous les autres moyens et que le gouvernement refuse de nous écouter. La grève générale illimitée, c'est notre arme ultime. C'est un moyen qui demande beaucoup d'organisation, de temps et de sacrifice, mais c'est aussi le moyen le plus efficace que le mouvement étudiant connaisse.* »

FEUQ, fédération étudiante universitaire regroupe 15 associations pour 125 000 membres

FECQ, fédération étudiante collégiale regroupe 23 associations pour 80 000 membres

TACEQ : la Table de concertation étudiante du Québec regroupe 80 000 adhérents sur 3 Universités

L'ITALIE : UNE NOUVELLE GRANDE GRECE ?

Un économiste de l'Office Français de la Conjoncture Économique (OFCE), Francesco Saraceno déclare tout récemment qu'avec une contraction de son PIB de 0,8 % au premier trimestre 2012 l'Italie est en train de s'enfoncer dans la récession.

Cette sombre prédiction est par ailleurs confirmée par la plupart des observateurs internationaux qui, peu suspects de sympathie révolutionnaire, semblent pourtant suggérer que la potion amère administrée par le « vertueux » Professeur Mario Monti, porté aux nues, y compris par le Président de la République, l'ex-stalinien repentini Giorgio Napolitano, est en train de se révéler pire que le mal : l'Italie, comme les malades de Molière, risque donc fort, aux dires mêmes de tous ces experts de mourir ... mais guérie !

Dans un article du site [Le Monde.fr](http://Le_Monde.fr) daté du lundi 11 juin, Anna Villechon écrit en effet que la politique d'austérité ne fait qu'aggraver les choses « *en enrayant la capacité du pays à soutenir les dépenses d'avenir, que ce soit dans le secteur public ou privé* » et note de surcroît qu'on a assisté au 1^{er} semestre 2012 à une baisse de 3,6 % des investissements.

Mais, outre ces indices économiques qui sont bien entendu révélateurs des répercussions létales au niveau national de la crise systémique générale du capitalisme, il est des effets dévastateurs que les révolutionnaires se doivent de ne pas minimiser pour faire en sorte que leur intervention, aussi modeste soit-elle, soit en phase avec l'état réel de la situation.

De nombreux récents événements ont ainsi montré combien l'Italie, qui reste une des principales puissances du monde développé est en train de sombrer dans une véritable crise morale et civilisationnelle qui affecte de façon très profonde tous les domaines de sa structure sociale et risque de la faire sombrer dans la barbarie.

Le discrédit de Berlusconi et de son parti a en effet été suivi de celui sans appel de la « Ligue du Nord » d'Umberto Bossi, qui avait fait ses choux gras de la dénonciation de la corruption romaine et méridionale et qui, tel l'arroseur arrosé, a été elle-même impliquée dans toute une série de scandales où le népotisme le plus éhonté le disputait à la grivèlerie et à la malversation.

Ce retournement de situation ne présente malheureusement pas que des aspects tragi-comiques, mais il a contribué à renforcer très largement cette défiance totale vis-à-vis de tous les partis politiques qui profite électoralement à la démagogie de la formation de Beppe Grillo, un comique à la Coluche, dont le slogan favori est « Allez vous faire f...e ».

Parallèlement, on a assisté cet hiver en Sicile à une véritable jacquerie, certes fondée sur les effets particulièrement délétères qu'a eus la crise dans cette région traditionnellement défavorisée, mais qui a débouché sur des pulsions poujadistes faisant resurgir les vieux mythes réactionnaires d'une société méridionale « saine » (celle de la monarchie des Bourbons) qui aurait été spoliée et dénaturée par le processus d'unification nationale des années 1859-

1870 !

Des secteurs entiers de la petite bourgeoisie, qui subissent de plein fouet les effets destructeurs sur leurs activités, sans trouver dans un parti prolétarien des perspectives et des solutions à la crise, sont ainsi saisis d'une rage impuissante qui en font une masse de manœuvre pour toutes les formations fascistes et xénophobes qui prospèrent malheureusement aujourd'hui en Italie comme elles le font en Grèce, en Hongrie et même en France ou en Grande-Bretagne.

On a vu aussi se multiplier dans toute la péninsule deux phénomènes nouveaux et inquiétants : les attaques physiques violentes contre les perceptions et les fonctionnaires du fisc, au nom d'un libéralisme réclamé à grands cris par les petits patrons et entrepreneurs qui jouent le rôle que l'on sait dans l'économie italienne, mais aussi les suicides de plusieurs petits patrons que la politique de rigueur et un contrôle plus tatillon de leurs activités, acculent au dépôt de bilan et à la faillite.

Sans qu'on puisse savoir s'il y a un lien de cause à effet entre ces phénomènes, le pays a été fortement ébranlé par l'attentat incompréhensible commis contre une école et qui a provoqué la mort d'une collégienne de 16 ans.

Qu'il soit ou non le fait de la mafia (l'établissement portait en effet le nom de Giovanni Falcone, dont on célèbre cette année le 20^{ème} anniversaire de l'attentat spectaculaire qui lui a coûté la vie), cet événement dramatique contribue sans nul doute à créer dans la population un climat d'écœurement et de désorientation qui ne fait qu'accentuer le malaise général.

Le récent séisme qui s'est produit dans la région d'Emilie-Romagne, pourtant peu sujette en général à de telles catastrophes et qui a provoqué 11 morts (dont la moitié étaient des ouvriers logés dans des baraquements de fortune et issus de l'émigration), n'a pas été ressenti dans un tel contexte comme un événement de nature uniquement géologique, mais comme la véritable métaphore d'un pays sur le bord de l'effondrement, où comme cela avait été le cas dans les Abruzzes il y a trois ans, l'Etat est incapable d'assurer la sécurité et la protection des populations gravement touchées par des catastrophes naturelles.

Il en découle que, comme la Grèce, comme l'Espagne, mais encore plus que ces deux pays dans la mesure où les directions des Partis ouvriers bourgeois stalinien et social-démocrate se sont évertuées dans les décennies précédentes à faire disparaître toute expression politique autonome du mouvement ouvrier et ont inféodé les syndicats dans cette œuvre de destruction, tout semble indiquer, sans exagération, que l'Italie peut se trouver confrontée à brève échéance à un effondrement qui n'est pas seulement économique, mais aussi moral, culturel et humain. Le rassemblement des militants révolutionnaires sur un programme clair de mobilisation de la classe ouvrière pour la prise du pouvoir, pour un gouvernement ouvrier n'en est que plus urgent.

RIENZI, le 13 juin 2012.

Nous publions ci-dessous un article sur l'Europe de nos camarades du Groupe Bolchevik, dans le cadre des échanges et de la collaboration qui s'installent entre nos deux organisations. Le CCI(T) partage l'analyse qui y est développée, sauf sur la question du référendum de 2005 sur le Traité Européen, au moment duquel le CCI(T) avait défendu la position du double non, le non à Chirac, instigateur du référendum, et le non à l'Europe des capitalistes. Nous estimons que pour importante qu'elle soit, cette divergence avec le Groupe Bolchevik fait partie des discussions normales entre militants révolutionnaires.

La direction du CCI(T)

Effondrement de la Grèce et menaces sur l'euro :

ANNULLATION DES DETTES, L'EUROPE AUX TRAVAILLEURS !

L'ENNEMI PRINCIPAL EST DANS NOTRE PAYS

Aujourd'hui, l'Union européenne (UE) se retrouve en grandes difficultés financières. La conjonction entre une politique monétaire commune à 17 pays et des politiques budgétaires nationales, dans un contexte de tensions inter-impérialistes, ne peut pas être viable à long terme. Il semble bien que le pronostic que faisait Zapatero, alors Premier ministre PSOE de l'État espagnol – « *L'Europe doit avoir confiance dans la perspective de devenir la puissance la plus importante dans le monde d'ici 20 ans* » (*Der Spiegel*, 9 novembre 2004) – ait bien peu de chances de se réaliser.

L'UE s'est créée comme un outil de classe : il s'agit d'une institution visant à renforcer les classes capitalistes européennes à la fois contre les États ouvriers d'Europe, contre leurs rivales capitalistes mondiales et contre leur propre classe ouvrière. Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, sous l'impulsion de la démocratie-chrétienne et de la sociale-démocratie (et malgré l'hostilité des stalinien(ne)s de toute l'Europe, du RPF gaulliste, du Parti conservateur britannique...), quelques-unes des principales bourgeoisies européennes (France, Allemagne, Italie), avec leurs satellites (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas), ont créé une coalition entre États pour faire face à la fois à la concurrence de l'impérialisme américain et à un mouvement ouvrier puissant pouvant encore se référer à la Révolution d'Octobre 1917 et donc renverser tant la bureaucratie stalinienne, qui usurpait le pouvoir de la classe ouvrière en Russie et en Europe centrale, que la bourgeoisie qui avait précipité deux fois le continent dans la guerre en Europe occidentale. Elle a pris plusieurs noms (CECA, CEE puis UE) et compte aujourd'hui 27 membres, parmi lesquelles des anciens satellites de l'URSS (la Croatie sera le 28^{ème} membre en 2013).

Le PIB des pays de l'ensemble des 27 pays de l'Union européenne en 2011 était de 14 000 milliards d'euros, soit environ 24,8 % du PIB mondial (33,3 % en 1990), contre 26 % pour les États-Unis (30,4 % en 1990), 9,9 % pour la Chine (1,8 % en 1990), 8,2 % pour le Japon (14 % en 2000)... 500 millions de personnes vivent dans l'UE (un peu plus de 300 millions aux États-Unis).

Pourtant, l'UE n'a rien d'un État unifié, même de type fédéral, et la bourgeoisie se révèle incapable d'achever ce qu'elle a commencé et d'unifier l'Europe. Contrairement aux États-Unis d'Amérique, qui ont été rassemblés dès leur naissance, à une période où le capitalisme était dans une phase ascendante, les rivalités propres au continent européen sont trop fortes et trop anciennes pour pouvoir être dépassées dans un cadre capitaliste. Derrière une façade d'identité commune, l'Union européenne est une structure pyramidale impérialiste, avec une poignée de pays dominants, des

impérialismes de taille plus réduite, des pays capitalistes dominés.

En France, les secteurs décisifs de la bourgeoisie ont majoritairement misé sur l'UE, ce qui se reflète dans l'attitude pro-UE de la plupart des partis bourgeois (UMP, EELV, MoDem...) et dans celle du principal parti ouvrier bourgeois (PS). Mais certains secteurs capitalistes ont pâti de l'ouverture des frontières, ce qui alimente la dissidence de partis baptisés pudiquement « souverainistes » ou « eurosceptiques » (FN, MRC, DLR, MpF...) qui dénoncent « Bruxelles » et « l'Europe » comme des organismes supranationaux asservissant « la nation ». Cette démagogie réactionnaire empoisonne d'autant plus la conscience des exploités et des victimes de la crise du capitalisme mondial qu'elle est relayée par certaines directions syndicales (FO, CGT...) et par plusieurs partis intervenant au sein des travailleurs et de la jeunesse (PdG, PCF, POI...). Par exemple, un éditorial récent signé de l'ineffable secrétaire national du POI Schivardi titra récemment :

« *La population peut-elle bloquer le système de l'UE ?* » (*Informations ouvrières*, 29 mars 2012)

N'en déplaise aux sociaux-chauvins, l'Union européenne n'est pas suspendue en l'air. Ses décisions ont toujours été prises par les gouvernements des États membres, sous la forme du Conseil européen (« sommet européen ») qui regroupe les gouvernements de tous les États membres, et jamais sans l'assentiment du « couple franco-allemand ».

« *À partir de la CECA (1951), la consolidation des relations franco-allemandes s'impose comme une contribution majeure au dynamisme communautaire : à la fois en tant que pôle dominant des initiatives et en tant que matrice d'une configuration en mouvement... Centre d'impulsion, elle forme également un front dissuasif contre des revendications jugées excessives et des manœuvres d'obstruction... Lorsque l'un ou l'autre se désolidarise, la mécanique européenne se grippe.* » (Guillaume Courty, Guillaume Devin, *La Construction européenne*, La Découverte, 2010, p. 21 et 23)

Le marché commun (1957), la politique agricole commune (1962), le système monétaire européen (1979), le marché unique (1987), la libre circulation des personnes (1985), les extensions successives à de nouveaux États (1973, 1981, 1986, 1995, 2004, 2007) résultent avant tout de la collaboration entre la bourgeoisie allemande et la bourgeoisie française. La décision d'adopter une monnaie unique (1992) ne fait pas exception.

L'EURO, VOULU PAR LA FRANCE, FAÇONNE PAR L'ALLEMAGNE

La réunification de l'Allemagne en 1990 et le rétablissement du capitalisme en Europe de l'est ont considérablement renforcé la position de l'impérialisme allemand, directement par l'incorporation des forces productives de la RDA et leur soumission aux rapports de production capitalistes prévalant en RFA ; indirectement par l'ouverture à ses capitaux et à ses marchandises de la partie orientale de l'Europe. Cela n'a pas échappé à l'impérialisme français et à d'autres. C'est à ce moment-là que la CEE a précipité le choix, débattu depuis les années 1960, d'une monnaie unique.

« Les Allemands ne sont pas demandeurs. La RFA estime qu'elle n'a pas grand-chose à gagner dans une union monétaire. » (Jean-Pierre Patat, L'Europe monétaire, La Découverte, 1990, p. 56)

« C'était une nécessaire compensation de l'acceptation de la réunification de l'Allemagne... Le traité de Maastricht dut beaucoup à la volonté de François Mitterrand et, le 13 décembre 1992, il pouvait déclarer à Antenne 2 : "C'est l'acte le plus important depuis le traité de Rome". » (Jean-Jacques Becker, Crises et alternances, Seuil, 2002, p. 629)

Le président français fut largement suivi. Dans la CEE, la plupart des États avaient déjà perdu l'autonomie de leur « politique monétaire ». À cause de l'intensité des échanges économiques entre eux et avec l'Allemagne, leur monnaie était forcée de s'aligner sur la devise allemande, le deutschemark, qui était de fait la monnaie européenne (un peu comme la monnaie du monde était, et reste, le dollar américain avec des avantages pour les États-Unis).

Or, l'évolution du mark était aux mains de la banque centrale allemande, la Bundesbank installée à Francfort. La création d'une monnaie unique et donc d'une banque centrale commune permettait aux autres bourgeoisies d'espérer partager les décisions de la politique monétaire avec la bourgeoisie allemande. Par exemple, jusqu'à présent, les présidents de la BCE ont été successivement néerlandais, français et italien.

« L'adoption d'une monnaie unique permet, en principe, à tous les États de participer aux décisions de politique monétaire. Dans ce cas, l'Allemagne deviendrait un décideur parmi d'autres. » (Michel Dévoluy, L'Euro est-il un échec ? La Documentation française, 2011, p. 23)

Officiellement, la monnaie unique (son nom n'avait pas encore été choisi) devait permettre d'atteindre plusieurs objectifs économiques à la fois :

« Les effets permanents qui peuvent être attendus de l'union économique et monétaire appartiennent à une des quatre grandes catégories suivantes : a) gains d'efficacité micro-économiques découlant de la suppression des coûts de transaction et de l'incertitude en matière de taux de change... b) effets de stabilité macro-économiques qui proviennent à la fois de la suppression des taux de change intra-communautaires et de la discipline des politiques monétaires et budgétaires... c) effets d'équité interrégionale... d) effets extérieurs nés du rôle international accru de l'écu... » (Commission européenne, Marché unique, monnaie unique, Economica, 1991, p. 32)

Si certains bénéficiaires se sont partiellement ou temporairement produits (disparition de certains coûts pour les groupes exportateurs et importateurs de la zone euro, diminution des taux d'intérêt pour tous les emprunteurs, ralentissement de l'inflation, atténuation des conséquences de la hausse du prix du pétrole et du gaz naturel importés...), d'autres effets se sont révélés des bombes à retardement. En guise d'équité entre les pays, les plus faibles n'ont plus pu bénéficier de la dépréciation de leur monnaie sur les marchés des changes. L'impact inégal de la crise capitaliste mondiale a fait diverger les taux d'intérêt que doivent payer les différents États pour emprunter.

À l'époque, l'unification monétaire étant imposée à l'État allemand, celui-ci en a fixé les conditions de lancement lors des négociations du traité de Maastricht en 1992 (cinq « critères de convergence »). Le traité est ratifié en France par référendum. Pour le Oui : le PS (dont Mélenchon), la majorité du RPR (aujourd'hui UMP), l'UDF (aujourd'hui MoDem et NC) ; pour le Non : le FN, le MpF, les Verts (aujourd'hui EELV), une minorité du RPR, le PCF, la LCR, le PT. Seule LO se prononça pour l'abstention. La CGT appelle au Non ; la FEN (aujourd'hui UNSA) appelle au Oui. Qu'ils aient appelé à voter Oui, qu'ils aient appelé à voter Non, les dirigeants des organisations ouvrières de masse se situaient sur le terrain de la défense de la bourgeoisie française. C'est pourquoi ils n'appelèrent pas au boycott de ce référendum.

À l'approche de l'échéance fixée par le traité (1999), il devient clair pour le gouvernement allemand que l'union monétaire allait inclure non seulement la France et la Belgique, mais aussi l'Italie, l'Espagne et le Portugal, autant de pays non désirés. Le chancelier allemand Kohl a alors exigé la localisation de la Banque centrale européenne (BCE) en Allemagne et la fixation de règles à respecter pour rester membre de la « zone euro » (un déficit public inférieur à 3 % du PIB du pays membre et une dette publique inférieure à 60 % du PIB). Ces dispositions sont adoptées lors du Conseil européen d'Amsterdam de 1997. Le Premier ministre français demande un volet croissance. Kohl accorde seulement le mot : l'accord se nommera « Pacte de stabilité et de croissance » (PSC). Chirac et Jospin signent le PSC.

Dès 2003, le chancelier Schröder et le président Chirac imposent à la Commission d'interrompre la procédure de sanction qu'elle avait entreprise contre l'Allemagne et la France au titre du PSC. Tous les faits invalident le mythe des « souverainistes » et des sociaux-chauvins selon lequel l'UE impose sa dictature à une France réduite à l'impuissance...

À la suite des extensions à de nouveaux États et de la règle de l'unanimité, l'UE à 25 membres devient ingouvernable. Les gouvernements allemand et français proposent une réforme qui avalise la prédominance de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et de la Grande-Bretagne par un système de décision à la « majorité qualifiée » qui deviendrait la règle. En 2004, à Rome, le Conseil européen des 25 chefs de gouvernement adopte ce projet de constitution dit « second traité de Rome ». En 2005, il est soumis à ratification dans plusieurs pays. En France, les principaux partis bourgeois (l'UMP, l'UDF, les Verts) et le PS sont pour le Oui, alors que quelques partis bourgeois minoritaires (FN, MpF, MRC), ainsi qu'une minorité du PS, le PCF, la LCR (aujourd'hui NPA) et LO se prononcent pour le Non. Le choix proposé aux électeurs se

borne à deux solutions bourgeoises et réactionnaires : soit la domination impérialiste franco-allemande sur le continent, soit le repli national. Aucune organisation ouvrière significative n'adopte la seule position internationaliste possible, le boycott.

Parmi ceux qui font campagne pour le Non figurent un ancien Premier ministre, Fabius, et d'anciens ministres de la V^{ème} République : Buffet, Gayssot et Mélenchon. Celui-ci prouve à cette occasion que son Non n'a rien à voir avec l'internationalisme prolétarien, ni même la défense des peuples des petits pays.

« *Sur le chemin du studio de France Télévisions, le sénateur socialiste se laisse aller à un excès qui a été capté par une équipe de télévision et qui sera diffusé sur France 2, le 2 juin 2005. Dans le RER, un militant socialiste partisan du Oui lui lance : "Si vous prenez par exemple, les nouveaux entrants de l'Est..." Réponse du futur député européen : "Eh bien, qu'ils aillent se faire foutre ! Lituanien ? T'en connais, toi, des Lituanien ? J'en ai jamais vu un, moi !" » (Lilian Alemagna, Stéphane Allières, Mélenchon le plébéien, Laffont, 2012, p. 251)*

Le « Non » l'emporte. Commémorant ce « succès », un an après, Mélenchon écrit dans une tribune :

« *Le plombier polonais a élu une majorité gouvernementale nationale-catholique...* » (Le Figaro, 25 mai 2006).

La crainte du « *plombier polonais* » était un thème nauséabond popularisé par le vicomte de Villiers (MpF) qui avait imprégné la campagne pour le Non.

Les Pays-Bas rejettent aussi le projet par référendum en 2005. Cela n'empêche pas les 27 gouvernements (la

LA CRISE REVELE LA PREDOMINANCE DE L'IMPERIALISME ALLEMAND

L'Union européenne est très hétérogène, avec en son sein des pays impérialistes et des pays dominés. Le salaire ouvrier moyen varie de 160 € par mois en Bulgarie à 3 600 € par mois au Danemark. L'Allemagne est le principal impérialisme du continent européen, et donc de l'Union européenne à 27 et de la zone euro à 17. En tant que cœur impérialiste de l'UE, il a usé de l'euro pour asseoir sa domination. Celle-ci repose sur une pression exercée à la fois sur sa propre classe ouvrière et sur les pays dominés de la zone euro, qui est en quelque sorte devenue un marché domestique allemand, les déficits des pays périphériques reflétant les excédents allemands. Ceux-là sont même insultés, traités de PIGS – cochons en anglais– (Portugal, Italie ou Irlande, Grèce, Espagne), alors que leur dette est autant le fait de la domination franco-allemande de l'UE que des politiques des bourgeoisies nationales.

Pour une fraction de la bourgeoisie, la zone euro est divisée entre les pays du Nord, qui se prétendent vertueux, et les pays du Sud, accusés par les premiers d'être dépensiers. Ainsi, l'Union européenne monte les peuples les uns contre les autres. Par exemple, aux Pays-Bas les Portugais sont accusés de se mettre en grève contre l'étranglement de leur pays, la presse bourgeoise en Slovaquie attise la colère contre les institutions européennes qui financent la Grèce alors que les Slovaques sont plus pauvres. Deux fractions nationales de la bourgeoisie s'affrontent, sous la forme de deux impérialismes, sur la forme par laquelle doit être extraite la plus-value. D'une part, l'Allemagne, avec les Pays-Bas, la

Roumanie et la Bulgarie ont adhéré à l'UE entre-temps) d'en reprendre l'essentiel à l'occasion du Conseil européen de Bruxelles en 2007. Le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) est adopté lors du Conseil européen de Lisbonne de 2007. Pour éviter un nouvel impair, Sarkozy le fait ratifier par le parlement. Le TFUE de 2007 intègre le PSC de 1997.

Il faudra peu de temps à l'État allemand et l'État français, comme la quasi-totalité des 17 États membres de la zone euro, pour fouler aux pieds les règles budgétaires de déficit et de dette du traité de Lisbonne. À partir de 2008, la crise économique mondiale les contraint, chacun pour soi et chacun chez soi, à sauver leurs groupes bancaires et automobiles nationaux.

« *Tout en appelant les États membres à agir, la Commission a appelé maintes fois à davantage de coordination au niveau européen. Or, toutes les analyses soulignent au contraire une coordination insuffisante.* » (La Note de veille du Centre d'analyse stratégique, juillet 2009)

Par conséquent, en 2009, seuls le Luxembourg et l'Estonie respectaient le TFUE.

« *La crise a nécessité beaucoup de fonds publics pour les plans de relance et, de plus, a fait chuter les recettes fiscales. Mécaniquement, les déficits se sont creusés dans tous les États de la zone euro.* » (Michel Dévoluy, L'Euro est-il un échec ? La Documentation française, 2011, p. 129)

Les dogmes « libéraux » servent d'argument pour anéantir les droits des travailleurs ; par contre, les mêmes gouvernements pratiquent sans vergogne les recettes « keynésiennes » quand il s'agit de sauver leurs capitalistes.

Finlande et l'Autriche plaident pour une baisse des dépenses publiques, alors que la France, aux côtés de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de l'Espagne, souhaite que plus d'argent soit distribué aux banques. Qu'ils soient « keynésiens » ou « libéraux », il s'agit de moyens pour renforcer l'exploitation des travailleurs.

« *Pour essayer de sortir du chaos où elle plonge le pays, la bourgeoisie française doit d'abord résoudre le problème monétaire. Les uns veulent le faire par l'inflation, c'est-à-dire l'émission de papier-monnaie, l'aviissement des salaires, la hausse du coût de la vie, l'expropriation de la petite-bourgeoisie, et les autres la déflation, c'est-à-dire les économies sur le dos des travailleurs (baisse des traitements et des salaires), l'extension du chômage, la ruine des petits producteurs paysans et de la petite bourgeoisie des villes. L'un comme l'autre signifie pour les exploités la misère accrue. Choisir entre ces deux méthodes capitalistes serait un choix entre les différents instruments avec lesquels les exploités s'approprient à couper la gorge aux travailleurs.* » (Ligue communiste, Programme d'action, 1934, GB, p. 14)

Aujourd'hui, l'impérialisme allemand est la puissance dominante en Europe, et l'offensive a été très lourde contre le prolétariat allemand : privatisations massives, stagnation des salaires nets depuis une quinzaine d'années, perte de l'influence syndicale, baisse du salaire indirect (allocations chômage, pensions de retraite, remboursements de soin...) –

bref une hausse du degré d'exploitation – telles sont les clés du « modèle allemand ». Le capitalisme allemand donne de plus en plus le « la » en Europe. À l'occasion du dernier congrès de la CDU en novembre 2011, le parti bourgeois allemand au pouvoir, le président de son groupe parlementaire était fier :

« Désormais, l'Europe parle allemand » (Marianne 2, 17 décembre 2011).

Il s'agit de mettre la pression à la baisse sur les salaires, directs et indirects, dans toute l'Union européenne. C'est la raison pour laquelle Sarkozy vantait tant le modèle allemand : « il n'y a pas d'autre choix » que de se soumettre à l'impérialisme allemand (Marianne 2, 17 décembre 2011). Mélenchon n'est pas en reste : « l'amitié franco-allemande est un devoir pour la paix et pour la construction européenne », transformant avec hypocrisie une rivalité inter-impérialiste en une coopération, masquant ainsi les rapports de force au sein de l'Union européenne.

Précisément, pour l'Organisation internationale du travail, le faible niveau des salaires allemands, en particulier depuis les mesures du gouvernement SPD de Schröder, est la clé de l'évolution récente de la zone euro.

« L'amélioration de la compétitivité des exportateurs allemands est de plus en plus identifiée comme la cause structurelle des difficultés récentes de la zone euro... Les coûts du travail en Allemagne ont chuté

LA CRISE DE L'EURO, UNE CONSEQUENCE DE L'ABSENCE D'UNIFICATION

La dette des États de l'Union européenne (80 % du PIB) est dans la moyenne de l'OCDE et elle est moins importante que celle des États-Unis (100 %) ou du Japon (220 %). Pourtant, l'Union européenne fait figure de maillon le plus fragile de la chaîne impérialiste. La crise mondiale en cours a eu beau émerger en 2007 au cœur de l'impérialisme américain, c'est d'abord contre les États les plus fragiles de l'UE que les groupes financiers de tous les pays impérialistes se déchaînent en spéculant sur la dette grecque, via les CDS (couvertures de défaillance : ce sont des titres dérivés visant à ce qu'une banque ou une compagnie d'assurance s'engage à compenser le non remboursement d'un État débiteur à ses créanciers, en contrepartie d'une prime versée à la banque ou à la compagnie d'assurance) ou les ventes à découvert (sans les détenir) d'emprunts d'État.

Les impérialismes extra-européens, y compris de deuxième et troisième rangs, redoutent plus que tout la contamination de la crise de la zone euro. Le gouvernement japonais est même prêt à fournir 50 milliards de dollars au Fonds monétaire international pour aider l'Union européenne, à condition que l'UE fasse « davantage d'efforts » (L'Express, 23 février), c'est-à-dire renforce encore le degré d'exploitation. Le président de la banque centrale mexicaine Agustin Carstens demande aussi à l'UE de « faire davantage d'efforts » (Le Figaro, 24 février). Le gouvernement canadien pose également des conditions :

« L'ordre approprié des décisions veut que l'Europe mette en place un pare-feu notablement plus important et plus efficace que celui qui existe actuellement, et qu'une fois cela fait, nous pourrions estimer si on a besoin de donner plus de ressources au FMI. » (Les Échos, 23 février 2012)

L'unité de façade de l'Union européenne n'a pas fait long feu face aux menaces que la dette publique fait peser sur la

depuis une décennie par rapport aux concurrents, mettant leur croissance sous pression, avec des conséquences néfastes pour la viabilité de leurs finances publiques... La politique de déflation salariale n'a pas seulement amputé la consommation... Elle a aussi conduit à un accroissement des inégalités de revenus, à une vitesse jamais vue, même durant le choc de la réunification... Au niveau européen, cela a créé les conditions d'un marasme économique prolongé, car les autres pays membres voient de plus en plus une politique de déflation des salaires encore plus dure comme une solution à leur manque de compétitivité. » (Le Monde, 24 janvier 2012)

Il est fort probable que la présente crise de la zone a été renforcée de la sorte, mais il n'en reste pas moins qu'une telle crise est inévitable, compte tenu des lois du mode de production capitaliste, et qu'elle a été précipitée par les conditions dans lesquelles l'Union européenne fonctionne, celles d'une seule monnaie sans unification des 17 États qui la partagent, celle du libre échange sans budget commun significatif des 27 États, etc...

Non seulement les bourgeoisies s'en prennent violemment à la classe ouvrière, mais elles créent également les conditions d'une aggravation de la récession dont la classe ouvrière serait la principale victime.

stabilité économique de ces pays – comprendre leur capacité à dégager une plus-value suffisamment importante pour faire augmenter le taux de profit – sachant que la part des dépenses publiques dans le PIB est plus forte dans les pays d'Europe (46 %) que dans l'ensemble de pays impérialistes (41 % pour l'OCDE, dont 39 % pour les États-Unis). La plus grande part des dépenses publiques indique ainsi à la bourgeoisie qu'elle a un important potentiel de profits à réaliser. En outre, seuls 3 des 27 États de l'UE satisfont les critères du Pacte de stabilité en matière de déficit budgétaire (3 %) : Estonie, Luxembourg, Suède.

Les États de l'UE se trouvent en difficulté du fait de la crise du financement provoquée par les banques internationales, et les plus fragiles ont de plus en plus de mal à rembourser, en particulier l'Espagne, la Grèce et le Portugal. Ainsi, les créanciers revendent leurs obligations sur le marché financier secondaire, ce qui fait baisser leur cours et monter les taux d'intérêt des nouvelles obligations émises par les États, ce qui accroît le déficit. En outre, les banques allemandes et les banques françaises étant détentrices d'obligations de l'État grec – pour plusieurs dizaines de milliards d'euros – elles se retrouvent à leur tour en difficulté.

« Les banques de la zone euro s'attendent à un nouveau resserrement des conditions de crédit en raison de l'assombrissement de la conjoncture économique et la crise de la dette en zone euro, qui a contribué à miner la position financière du secteur bancaire. » (Les Échos, 1 février 2012).

Un signe de cette fragilité est que le 13 janvier, neuf États de la zone euro (France, Espagne, Grèce, Portugal, Autriche, Italie, Slovaquie, Malte, Chypre) voient leur note dégradée par l'agence Standards & Poor's (une des « agences de notation » qui ont toutes montré leur incapacité totale en 2007). Le 14 février, la Commission européenne accuse 12

États de déséquilibre budgétaire. Cinq économies sont en récession (Allemagne, Italie, Portugal, Espagne, Pays-Bas), la BCE prévoit une baisse du PIB de la zone euro en 2012 : -

0,1 % (dont -4,4 % pour la Grèce et -3,3 % pour le Portugal).

LA BCE A LA RESCOURSSE DE LA ZONE EURO

Les palliatifs « keynésiens » des crises économiques reposent sur le déficit budgétaire par le gouvernement et la baisse des taux d'intérêt de court terme par la banque centrale. Les deux sont censés soutenir la consommation et l'investissement, les deux composantes de la demande ; à son tour, la relance de la demande est censée se traduire par l'adaptation de l'offre, c'est-à-dire de la production.

Officiellement, la BCE est chargée par le traité de Maastricht (et ses propres statuts) de lutter contre l'inflation, ce qu'elle a traduit par un plafond d'inflation de 2 % dans la zone euro. En pratique, toutes les banques centrales et tous les gouvernements des économies capitalistes, y compris celui du PCC de la Chine, ont recouru aux mesures « keynésiennes » lors de la crise financière de 2007-2008 et de la crise économique de 2008-2009. La BCE n'a pas fait exception, elle a abaissé par paliers son taux directeur, celui auquel elle prête à court terme aux banques sur le marché monétaire, jusqu'à 1 % en mai 2009.

« Pour l'essentiel, c'est la BCE qui réagira à la crise financière, certes avec retard, mais avec beaucoup de pragmatisme. » (Michel Dévoluy, L'Euro est-il un échec ? La Documentation française, 2011, p. 125)

Le taux directeur est, depuis décembre 2011, à un niveau très bas (1 %), malgré un taux d'inflation dans la zone euro de 2,6 % par an. Le président de la BCE Draghi laisse entendre qu'il pourrait encore baisser.

Jusqu'à présent, les effets attendus ne se sont pas produits. Quand le taux de profit est trop faible, les capitalistes n'investissent guère et, quand le chômage est massif, la consommation des salariés (qui constituent avec leurs familles l'écrasante majorité de la population en Europe) ne peut guère progresser, même si les banques sont disposées à prêter à des taux d'intérêt avantageux. En outre, elles ont plutôt restreint leurs crédits depuis la crise financière de 2007-2008, de crainte que leurs clients particuliers ou professionnels ne remboursent pas.

Officiellement, l'Union européenne ne permet pas à la BCE de financer l'UE, ni les 27 États membres (Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, article 123). La BCE a contourné ces règles face à la crise financière de la zone euro de 2010-11 par des « politiques non conventionnelles ». Elles comportent deux volets :

- le rachat sur le marché financier secondaire des obligations détenues par les groupes financiers en contrepartie de leurs prêts antérieurs à l'État (ce qui revient à financer indirectement l'État). À la demande des banques, la BCE le fait depuis mai 2010, pour un montant qui s'élèverait à 200 milliards d'euros d'obligations émises par la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Irlande....
- les prêts massifs à moyen terme aux banques pour leur éviter la faillite et espérer qu'elles pourront prêter davantage aux États (cela revient aussi à financer indirectement les États), les banques empochant la différence entre le taux auquel elles prêtent et le taux auxquelles elles empruntent à la

banque centrale (1 % dans le cas de la BCE). En décembre 2010, la BCE prête aux banques autant qu'elles veulent, soit 490 milliards d'euros, pour trois ans à 1 % ; en mars 2012, elle prête à nouveau aux mêmes conditions 530 milliards. En mai, elle a accordé une rallonge de 8 milliards.

« La BCE est obligée de jouer les pompiers en chefs d'une zone euro éclatée. En témoigne des prêts d'urgence de 4 milliards d'euros accordés ce jeudi aux banques, et les 500 milliards d'euros nets avancés par la BCE aux banques de la zone euro depuis le début de l'année. » (Le Figaro, 25 mai 2012)

En conséquence, depuis 2007, la valeur des actifs de la BCE (les obligations étatiques qu'elle détient et les créances sur les banques de la zone euro) a plus que doublé, elle équivaut à environ 30 % du PIB de la zone euro, soit plus que le bilan de la Fed rapporté au PIB des États-Unis et que celui de la Bank of England rapporté au PIB de la Grande-Bretagne.

Mélenchon et Hollande, avant qu'il change d'avis, ont soutenu qu'il fallait que la BCE prête directement aux gouvernements de la zone euro : « prêter aux États plutôt que de passer par le truchement qui a été choisi, d'un soutien aux banques » (La Tribune, 20 avril). Telle était aussi l'aspiration partagée du PCF, du PdG et du NPA, ainsi que des bureaucraties de la CGT, de la FSU et de Solidaires avec lesquelles ils entretiennent des liens étroits :

« Il faut changer complètement les politiques économiques... une réforme de la Banque centrale européenne pour qu'elle puisse prêter aux États à un taux inférieur ou égal à celui qu'elle consent aux banques privées... » (Collectif pour un audit citoyen de la dette publique, Texte de référence, 2011)

Aucune banque centrale, quelle que soit sa doctrine, quels que soient ses statuts, n'a jamais empêché les crises capitalistes. Tout au plus, les mesures qu'elle prend les précipitent ou les retardent. La Banque centrale européenne prête déjà, indirectement, aux gouvernements en difficulté, sans que cela ait résolu les problèmes de l'État grec ni, probablement, ceux de l'État espagnol. La monétisation de la dette publique (ou « planche à billets ») a un effet inflationniste qui s'accroîtrait si l'Espagne et l'Italie empruntaient en même temps à la BCE pour financer un déficit public grandissant. Il est peu vraisemblable que des États comme l'Allemagne, les Pays-Bas... acceptent que d'autres puissent augmenter leur déficit au détriment de la monnaie commune. Donc, même si la BCE en avait la possibilité juridique, elle n'accorderait sans doute pas des prêts aux gouvernements sans limite ni contrepartie. Quand bien même elle le ferait, cela ne présagerait rien de bon pour les travailleurs.

Reste l'option du financement par la Banque de France, défendue en France par le FN. Outre son effet inflationniste, il passerait par la fin de l'euro, qui serait probablement le prélude à l'effondrement de l'UE, aux mesures protectionnistes et aux rétorsions des autres États, dont les travailleurs n'ont rien de bon à attendre.

LA CREATION LABORIEUSE DU FESF-MES

Officiellement, l'UE et les autres États avaient l'interdiction de prendre en charge la dette d'un État membre (TFUE, articles 123 à 126). En 2010, devant la menace d'écroulement de l'euro, les impérialismes européens ont improvisé une sorte de FMI européen, le Fonds européen de stabilité financière (FESF) avec pour fonction d'accorder des prêts aux États en difficulté, ce qui est contraire au traité de Lisbonne qui interdisait explicitement les prêts à un État. D'abord conçu comme temporaire, un Conseil européen vient de le pérenniser sous le nom de Mécanisme européen de stabilité (MES).

Une telle aide, bien loin d'être un service rendu aux populations, est sévèrement conditionnée à une réduction massive des déficits publics, c'est-à-dire à une multiplication des coups contre leur classe ouvrière. Il est financé à la fois par l'UE (principalement les États-membres) pour les deux tiers, et par le FMI pour le tiers restant. En pratique, le FESF émet des obligations pour persuader les capitalistes de la finance – c'est-à-dire principalement les banques internationales, les fonds de pension et les groupes d'assurances –, hypocritement qualifiés de « marchés » par la presse bourgeoise, d'acheter les titres de dette grecs, espagnols, irlandais... Dès ses premiers développements, les États se sont affrontés sur leur contribution à ce fonds. Le Premier ministre français de l'époque rejetait la responsabilité de leurs difficultés sur les États fragilisés :

« Cette crise n'est pas la crise de la zone euro, c'est avant tout la crise des pays qui ont été affaiblis par la récession économique qui a révélé et qui a amplifié les lacunes de leurs modèles de croissance. »
(François Fillon, Vœux à la presse, 10 janvier 2011)

Le gouvernement allemand ne veut pas non plus augmenter le fonds, qui a rapidement essuyé un échec, en voyant les capitalistes chinois et russes refuser d'acheter des titres qui auraient fait monter la valeur du fonds de 440 à 1 500 milliards d'euros.

Il est amusant de constater que le FESF est autorisé à agir en justice contre un État mais que l'inverse est impossible. Il en est de même pour son successeur, le Mécanisme européen de stabilité (MES).

De fait, avec le MES, les principales puissances impérialistes d'Europe, à commencer par l'Allemagne qui contribue à elle seule à hauteur de 27 %, ont décidé de contrôler encore plus étroitement les pays moins puissants de l'UE. En l'occurrence, « l'octroi... de toute assistance financière... sera subordonné à une stricte conditionnalité » (Préambule du traité instituant le MES), à savoir privatisations, baisse des salaires, hausse de la TVA, destruction du droit du travail... en d'autres termes une hausse du degré d'exploitation.

Le principe même du MES est mis en difficulté par une fraction de la bourgeoisie qui craint de ne pas y trouver son compte : la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, en Allemagne, a jugé le MES inconstitutionnel, de même que les autorités estoniennes. Cela renvoie surtout à des réticences des principaux contributeurs.

« Nous sommes face à un problème politique. La France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Finlande, l'Autriche, qui sont les pays contributeurs nets, refusent toute augmentation de leur contribution nationale, car ils sont les principaux supports du

fonds de sauvetage de l'euro et ne veulent pas payer deux fois. » (Janusz Lewandowski, commissaire au Budget, Les Échos, 14 mars 2012)

Pour qu'un gouvernement puisse faire appel au MES, l'État en question devra avoir ratifié le nouveau « pacte fiscal », le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG).

« Le Traité sur le MES s'articule avec celui sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, le TSCG : seuls pourront recevoir l'aide du MES, les pays qui auront souscrit au TSCG. Il s'agit du traité qu'Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ont improvisé dans l'urgence en décembre dernier... La seule véritable innovation du TSCG concerne la fameuse règle d'or : chaque Etat signataire devra mettre en place des "dispositions contraignantes et permanentes inscrites de préférence dans la constitution, ou de toute autre façon permettant d'en garantir le plein respect ou d'assurer l'adhésion à ces dispositions tout au long des processus budgétaires nationaux", afin de s'assurer que le déficit structurel des budgets publics n'excède pas 0,5 % du produit intérieur brut. (Alternatives économiques, mars 2012)

Le protectionnisme progresse dans le monde, sa généralisation précipiterait la crise mondiale. De même, l'austérité appliquée à toute l'UE accentue déjà la crise dans l'Europe du sud. Or, le TSCG va dans le sens de l'austérité. Le quotidien du capital financier américain s'en inquiète.

On demande également aux États d'instaurer l'austérité budgétaire alors que les secteurs privés réduisent leurs dépenses : entre 2007 et 2012, l'équilibre financier du secteur privé espagnol est passé du déficit à l'excédent dans une proportion équivalente à 16 % du produit intérieur (PIB). L'austérité affaiblit un peu plus les économies et les banques. Cela, à son tour, fait augmenter le chômage et réduit les recettes publiques, ce qui rend l'austérité budgétaire inefficace... La récompense de la douleur actuelle, ce sera la douleur future. Avec ou sans la Grèce, il est difficile pour l'heure de croire que la zone euro pourrait y survivre... (Financial Times, 29 mai 2012)

Certains économistes bourgeois (dont les « Prix Nobel » Sen, Stiglitz, Krugman) se font les avocats du retour aux monnaies nationales. Pour l'instant, seules des fractions très minoritaires des bourgeoisies impérialistes (FN en France, LN en Italie, FW en Allemagne...), veulent en finir avec l'euro. La majorité des bourgeoisies européennes veut conserver l'euro, quitte à en expulser les pays dominés. Dans les cercles dirigeants impérialistes allemand et français et à la Commission européenne qui les reflète, on n'hésite pas à évoquer la possibilité d'exclure la Grèce, qui est tellement écrasée par les répercussions de la crise économique mondiale et par les exigences de l'UE et du FMI que les entreprises des pays impérialistes n'ont plus beaucoup de plus-value à en extraire. Évidemment, les dirigeants grecs s'en offusquent.

« Il y a des puissances patentes dans l'Europe... qui veulent éventuellement que la Grèce soit hors de la zone euro. » (Evangelos Venizelos, ministre grec de

l'Économie, Le Figaro, 15 février 2012)

« *Qui est M. Schäuble* [le ministre allemand des

finances] *pour offenser la Grèce ? Qui sont ces Hollandais ? Qui sont ces Finlandais ?* » (Karolos Papoulias, Président de la Grèce, 16 février 2012)

DANS LES 27 PAYS DE L'UE, UNE OFFENSIVE GENERALISEE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

La saignée se poursuit [voir Révolution socialiste n° 34]. Des attaques massives contre les classes ouvrières de tous les pays d'Europe sont organisées par chaque gouvernement de l'Union européenne, qu'il soit dirigé par un parti bourgeois ou par un parti issu de la classe ouvrière comme le PSOE en Espagne et le PS au Portugal qui ont tous deux mené de violentes attaques contre leur classe ouvrière. Faute de parti révolutionnaire pouvant tracer une alternative socialiste, les réformistes sans réformes ont remis en selle le parti bourgeois traditionnel, respectivement le Parti populaire de Rajoy et le Parti social-démocrate de Passos Coelho.

Que ce soit pour la Grèce ou pour l'Italie, le couple franco-allemand, la Commission et la BCE ne s'encombrent pas de préoccupations démocratiques et ils ne s'embarrassent pas des élections pour imposer des gouvernements à leur botte. Papademos et Monti, nommés Premiers ministres sans élection, sont tous deux liés à la banque Goldman Sachs, ce qui en dit long sur leur souhait et leur capacité à aider la Grèce et l'Italie à sortir de la crise.

La Grèce a déjà vécu quatre ans de récession, les salaires ont été amputés jusqu'à 50 %, le SMIC a été diminué de 25 % à 580 €, la malnutrition, et même la faim, augmentent les sans-domiciles fixes se multiplient ; 35 % des Grecs font appel aux hôpitaux de rue pour se soigner, contre 5 % avant la crise. Le précédent gouvernement, celui de Papademos a inclus, outre le Pasok et ND pendant quelques semaines, le parti fascisant LAOS à la demande des dirigeants français et allemand [voir Révolution socialiste n° 37]. Les récentes élections législatives, le 6 mai, ont vu sombrer les deux principaux partis bourgeois (le Pasok et Nouvelle démocratie n'obtiennent à eux deux que 33 % des voix, contre 77 % en 2009). Elles ont montré, à un pôle, l'aspiration des travailleurs à un gouvernement ouvrier à travers les votes accordés aux partis ouvriers traditionnels qui ont tous augmenté leur audience électorale en dépassant au total 30 % des voix : Synaspismos (Coalition de la gauche, l'ancien « Parti communiste de l'intérieur » qui a constitué le mini front populaire Syriza qui a obtenu 16,8 % contre 4,6 % en 2009), KKE (l'ancien « Parti communiste de l'extérieur », 8,48 % contre 7,54 % en 2009), Dimar (Gauche démocrate, une scission de droite du Synaspismos, 6,11 %). À l'autre pôle, le parti fascisant LAOS a baissé mais le parti fasciste L'Aube dorée a considérablement augmenté son score (7 % contre 0,3 %), ce qui lui permet d'entrer au Parlement tout en agressant les immigrés dans la rue.

L'instabilité est telle que la bourgeoisie a été incapable de constituer un gouvernement et de nouvelles élections sont prévues le 17 juin. Le gouverneur de la BCE Draghi se réjouit avec le plus grand cynisme de ce qu'il considère comme un juste retour des choses :

« Maintenant, les réformes devront être adoptées. Le gouvernement grec a pris des engagements très sérieux en termes de politique fiscale et dans le domaine des politiques structurelles... De nombreux gouvernements ont pris des décisions concernant l'assainissement budgétaire et les réformes structurelles... Le modèle social européen est déjà mort... les Européens étaient si riches qu'ils pouvaient se permettre de payer tout le monde pour ne

pas travailler. Ce temps est révolu. » (Wall Street Journal, 22 février 2012)

Les partis issus de la classe ouvrière (KKE, Synaspismos, Dimar) doivent, d'urgence, appeler à la formation de soviets et, sur cette base, proclamer un gouvernement sans représentant de la bourgeoisie, dont la première mesure doit être l'annulation de la dette et l'appel à la solidarité et à la mobilisation des travailleurs de l'UE et de la Turquie.

L'Irlande voit les salaires du secteur public diminuer de 14 %, les effectifs de 13 % ; les prestations sociales diminuent, les cotisations sociales augmentent, la TVA aussi, portée à 23 %. Pour le Portugal, ce sont 23 milliards, qui incluent la baisse des salaires et des embauches dans le secteur public, la baisse des indemnités chômage, la suppression de 13^e et 14^e mois pour les fonctionnaires...

Les principales puissances de l'Union européenne en profitent également pour agresser leur classe ouvrière. Pour l'État espagnol, ce sont 80 milliards d'euros d'économies sur les salaires des fonctionnaires, les allocations chômage, les pensions (recul de l'âge de départ à la retraite à 67 ans), les dépenses de santé, en même temps que la baisse de l'impôt sur la fortune... auxquels s'ajoutent la dernière offensive de Rajoy, avec notamment une diminution de 36 % des dépenses publiques d'investissement, une nouvelle baisse de 5,5 % des allocations chômage. « *On se dirige vers une économie de guerre* » (El País, 29 mars 2012). En Italie, le gouvernement d'un ancien cadre de Goldman Sachs envisage 232 milliards d'euros d'économies, avec notamment une hausse de la TVA à 21 %, un recul de l'âge de départ à la retraite (à 67 ans), une hausse des impôts... En Allemagne, les indemnités chômage et les allocations familiales sont réduites, 15 000 postes sont supprimés dans la fonction publique... En France, l'âge de départ à la retraite a été porté à 62 ans, un fonctionnaire sur deux départs à la retraite n'est pas remplacé, les dépenses de santé sont moins remboursées, la TVA est augmentée avec un taux supplémentaire à 7 %, notamment sur les livres... Au Royaume-Uni, 710 000 emplois publics ont été supprimés, la protection sociale est amputée, les cotisations sociales augmentent...

L'approfondissement de la crise capitaliste, l'incapacité des partis traditionnels de la classe ouvrière à affronter leur bourgeoisie et à ouvrir la voie au socialisme, leurs trahisons répétées et leur crétinisme parlementaire créent un terrain propice pour les courants politiques bourgeois les plus racistes et les plus violents, les partis fascistes et les partis fascistes qui se posent en solution de recours pour la classe capitaliste. Certains d'entre eux ont des députés au Parlement européen : l'UKIP (Grande-Bretagne), les PS (Finlande), la LN (Italie), le LAOS (Grèce), le FPÖ (Autriche), les Wutburger (Allemagne), le Jobbik (Hongrie), les DS (Suède). En Hongrie, les bandes fascistes terrorisent les Roms. En Norvège, un nazi a attaqué un rassemblement de jeunes socialistes [voir Révolution socialiste n° 37]. En Russie, en Allemagne, en Grèce, des groupes fascistes blessent et tuent des ouvriers immigrés.

Le pire est à venir si la classe ouvrière d'Europe ne prend pas la tête de tous les opprimés et exploités pour renverser le capitalisme et unifier le continent.

POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE, POUR LES ÉTATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE

Au cours des derniers mois, des travailleurs et des jeunes ont plus d'une fois engagé le combat en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Belgique, en Allemagne, en Grande-Bretagne... Mais si la bourgeoisie mène une guerre de classe, il n'y a pas en face d'état-major décidé, ni de stratégie pour gagner. Les luttes des salariés et des jeunes en formation, en Europe comme ailleurs, sont entravées et dévoyées par les directions syndicales, les partis réformistes, leurs adjoints centristes, les « altermondialistes » et les « indignés », les nationalistes petits-bourgeois (irlandais, basques, écossais, etc.)...

Il en sera ainsi tant qu'il n'y aura pas en Europe de partis révolutionnaires liés entre eux et avec les travailleurs de tous les pays par l'internationale ouvrière.

De tels partis porteraient les mots d'ordre suivants :

- À bas tous les traités bourgeois ! Bas les pattes devant la Grèce ! Annulation de toutes les dettes publiques ! Expropriation sans aucune indemnité des banques et des compagnies d'assurances !
- Arrêt des licenciements ! Échelle mobile des salaires et des heures de travail ! Contrôle des travailleurs sur l'embauche et la production !
- Enseignement et soins de qualité et gratuits ! Annulation de toutes les attaques contre le salaire indirect !

- Fin des interventions impérialistes européennes et fermetures des bases militaires françaises et britanniques à l'étranger ! Fermeture des bases américaines en Europe !
- Laïcité totale dans la totalité de l'Europe ! Mêmes droits pour tous les travailleurs ! Libre accès dans toute l'Europe à la contraception et à l'interruption de grossesse !
- Création de conseils de travailleurs ! Gouvernement sans ministre bourgeois basé sur les conseils ! Suppression des frontières ! États-Unis socialistes d'Europe !

Quand l'avant-garde se sera dotée de tels partis, alors il y aura une issue aux convulsions du capitalisme, à la menace renaissante de l'immonde fascisme.

« L'avant-garde prolétarienne dit aux maîtres du jour : pour unifier l'Europe, il faut avant tout vous arracher le pouvoir. Nous le ferons. Nous unifierons l'Europe. Nous l'unifierons contre l'ennemi, et cet ennemi, c'est le monde capitaliste. Nous en ferons la grandiose place d'armes du socialisme combattant. Nous en ferons la pierre angulaire de la fédération socialiste du monde. » (Léon Trotsky, Le Désarmement et les États-Unis socialistes d'Europe, 4 octobre 1929)

1926-1962 :

COMMENT L'ALGERIE A ARRACHE SON INDEPENDANCE POLITIQUE

2012 :

LA REVOLUTION PROLETARIENNE A L'ORDRE DU JOUR

L'Algérie qui va fêter début juillet le 50^e anniversaire de son accession à l'Indépendance demeure en 2012 un Etat bourgeois soumis à la domination économique de l'impérialisme (français et américain essentiellement). Et pourtant, dans les années 60, le nouvel Etat, sorti disloqué d'une longue guerre de sept ans contre l'impérialisme français, était présenté par l'intelligentsia « de gauche », respectueuse des bienfaits que lui dispense ce même impérialisme, comme celui d'un pays ouvrant une voie nouvelle au « socialisme » qualifié pour l'occasion d'« autogestionnaire » après l'effondrement total de la bourgeoisie pied-noir et le départ des populations (un million d'Européens, pour la plupart ouvriers et petits-bourgeois) formant la base sociale de la colonie depuis plus d'un siècle.

Le peuple algérien se libérait de la domination coloniale qui, depuis 1830, n'avait laissé aux classes dirigeantes autochtones (une mince couche de gros propriétaires fonciers et de grands bourgeois) et à une petite-bourgeoisie misérable, formée majoritairement des masses paysannes et urbaines paupérisées (le prolétariat restant très minoritaire) que la portion congrue dans l'économie nationale. On aurait pu penser que la nation algérienne n'ayant pu s'affirmer que par la mobilisation des masses, dont une classe ouvrière née de la colonisation et combattant de longue date des deux côtés de la Méditerranée, bref que ces particularités objectives de la lutte auraient pu mettre le socialisme à l'ordre du jour en Algérie. Or il n'en était rien.

Pourtant le mouvement de libération nationale algérien s'est formé historiquement au sein du prolétariat autochtone émigré, d'abord en France (puis en Algérie à partir de 1936), dans le cadre de la politique anti-coloniale définie par la III^{ème} Internationale en 1920¹ au congrès de Bakou des peuples d'Orient. Après s'être engagé aux côtés des Rifains dans la guerre de libération qu'ils ont menée en 1925, le tout jeune PCF soutient activement en 1926 la création, en France, par les ouvriers algériens eux-mêmes, de *'Etoile Nord-Africaine* (ENA), première organisation de lutte des peuples du Maghreb opprimés par le régime colonial français.

La direction de l'ENA passera très vite entre les mains de Messali Hadj, militant nationaliste de grande valeur, formé dans le cadre du PCF, et qui a ouvert les yeux sur le monde à Tlemcen et vécu la fin de la guerre mondiale comme soldat à Bordeaux. Puis la « bolchevisation », suivie de la stalinisation du PCF, aboutirent à plusieurs crises suivies de la rupture des liens entre le PCF et l'ENA dès 1926-28. C'est le mérite historique de Messali, que d'avoir su maintenir, contre vents et marée, l'existence de l'ENA, préservant son implantation ouvrière et son programme, et refusant – c'est fondamental – de transformer le mouvement national en une sorte de Kuomintang algérien, c'est-à-dire de subordination politique de l'organisation ouvrière au programme et aux organisations des partis bourgeois².

DE L'ETOILE NORD-AFRICAINE AU « POPULISME REVOLUTIONNAIRE »

Une bataille politique fera rage, tout au long de la guerre de libération, de 1954 à 1962, entre le FLN et le Mouvement national algérien (MNA) dirigé par Messali et qui aboutira à l'élimination politique de ce dernier. Non pas seulement parce que les partisans du parti unique (le FLN), ralliés à la bourgeoisie algérienne et à un accord avec l'impérialisme devaient combattre le maintien d'une tradition ouvrière révolutionnaire au sein du prolétariat algérien. Car de façon paradoxale, le FLN et les héritiers du « messalisme » partageaient une même conception politique que Mohamed Harbi définit comme un « populisme révolutionnaire »³.

S'il n'est pas possible de faire ici l'histoire détaillée de la lutte engagée pour libérer l'Algérie de l'oppression coloniale et de la domination de l'impérialisme, rappelons les grands moments de la montée des masses dans ce pays, manifestations de la lutte des classes qui ordonne les soulèvements successifs du « peuple » et de leur expression politique.

Dès 1935, l'ENA, partageant les illusions répandues par les directions ouvrières, adhère au front populaire. Mais sa direction fera rapidement l'expérience de la politique réformiste pro-colonialiste de la SFIO, appuyés par les staliniens du PCF et du PC algérien (PCA), qui, cédant à la pression des possédants européens et de l'impérialisme, sont décidés à maintenir l'Algérie sous le joug colonial, sans rien changer. Messali, à l'issue d'une tournée triomphale en Algérie en 1936 en profite pour y implanter l'ENA, toujours selon les mêmes méthodes : comme organisation ouvrière combattant pour la destruction du régime colonial, pour l'indépendance⁴ et mettant en avant le mot d'ordre central de Constituante algérienne souveraine. Ce qui manque, c'est le programme ouvrier avec les revendications transitoires ouvrant la voie au pouvoir des travailleurs. Messali n'est pas marxiste.

Sous la pression de l'appareil stalinien qui l'accuse alors d'être « *un parti fasciste lié aux colons* », l'ENA est dissoute en janvier 1937 par le gouvernement de front populaire décidé à gérer loyalement les affaires de la bourgeoisie et effrayé par la puissance révolutionnaire des masses algériennes, surgissant brusquement sur la scène politique derrière un leader charismatique merveilleusement doué pour libérer leur énergie. Dès le mois de mars, l'ENA renaît sous la forme du PPA qui affirme trois principes : le refus de « l'assimilation », la souveraineté du « peuple algérien », « l'émancipation totale ». La Déclaration du Bureau politique d'avril du PPA précise : « *Le parti du peuple algérien travaillera pour l'émancipation totale de l'Algérie, sans pour cela se séparer de la France... Par conséquent, l'Algérie, en jouissant des libertés démocratiques qu'elle aura conquises, au courant de son action, ayant ainsi une autonomie administrative, politique, économique à l'intérieur, elle s'intégrera librement dans le système de sécurité collectif français de la Méditerranée* ».

Le PPA ne sort pas des cadres de la démocratie bourgeoise, envisageant que le futur Etat indépendant prenne sa place dans le dispositif politique de l'impérialisme français. Un de ses dirigeants de l'époque, Moufidi Zakaria, explique le 14 juin 1937 que le but du PPA, « *c'est la constitution de l'Algérie en dominion* ». Nous sommes loin du discours de Bruxelles de 1927, liant la revendication d'une Constituante souveraine à la nécessité « *d'exproprier le capitalisme* ».

Mais pour l'impérialisme et les appareils bourgeois de la SFIO et du PCF, ce qui est inadmissible, c'est la volonté farouche de l'ENA, puis du PPA, d'en finir radicalement avec le régime colonial. Pour les nationalistes, la revendication de l'indépendance qui ne saurait être arrachée que par la mobilisation révolutionnaire des masses, ouvre la voie à ce que la bourgeoisie d'Afrique du Nord et l'impérialisme ne veulent à aucun prix : la subversion de la société bourgeoise elle-même dans son fleuron colonial.

Bien qu'implanté dans la classe ouvrière, en France et en Algérie, le PPA peut être défini comme un parti ouvrier nationaliste de nature centriste, s'efforçant de concilier, sur le terrain de la lutte pour les libertés démocratiques, les intérêts des masses ouvrières, plébéiennes et paysannes paupérisées avec ceux des Européens d'Algérie et donc de l'impérialisme.

N'appartenant pas à une internationale ouvrière, elle combat dans un cadre politique purement national, au mieux maghrébin. Les conséquences de cette contradiction lui seront fatales lorsqu'à partir de 1955-56, le FLN mettra tout en œuvre, au nom du parti unique, expression des intérêts globaux du « peuple », sans distinctions de classe, afin d'éliminer ses rivaux « messalistes » dans la lutte pour le pouvoir⁵. Messali qui combat sur le même terrain politique, le nationalisme, que le FLN, n'aura pas de programme ouvrier révolutionnaire à lui opposer.

Au sortir de la 2^e guerre mondiale, l'explosion révolutionnaire de mai 1945 va dresser à nouveau des masses immenses, tant lors du 1^{er} mai que le 8 pour marquer la fin de la guerre. Le gouvernement de Gaulle, sentant monter la tension et averti des préparatifs insurrectionnels du PPA, avait pris soin, comme M. Thiers le 17 mars 1871 avec Blanqui, de faire arrêter le vieux leader irréductible dès le 18 avril. Après les terribles répressions des masses insurgées à Sétif et Guelma du 8 mai, la direction du PPA, malgré son impréparation, décide de « *provoquer un soulèvement général* » et appelle à généraliser la lutte armée à tout le pays. Le mouvement, prévu pour le 23 mai, devait être brisé par les forces armées coloniales le 22, se concluant par des milliers d'arrestations de cadres et de militants, et 45 000 morts. Toute la lumière n'a d'ailleurs pas encore été faite, selon les historiens algériens, sur les conditions réelles de la mobilisation révolutionnaire des masses en mai 1945.

Mais ce peuple d'autant plus indomptable qu'il est de plus en plus misérable, dès le retour en Algérie, fin 1946, de celui qu'il considère comme le père de la nation, réorganise ses forces, et le PPA (maintenu dans la clandestinité) donne naissance à un parti politique légal, le Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques (MTLD). Celui-ci organise des masses beaucoup plus considérables que l'ENA ou le PPA, influençant aussi la bourgeoisie nationale et les colonialistes « libéraux » dont ses dirigeants subissent la pression redoublée. Ainsi dans le cadre du Statut de l'Algérie concédé par l'impérialisme français en 1947, une activité « parlementaire » (limitée à l'élection de 60 députés dans un second collège d'une Assemblée algérienne croupion de 120 membres) est concédée aux dix millions de « musulmans » qui accèdent aussi progressivement à la gestion des conseils municipaux. Cette « avancée » va transformer peu à peu les cadres du MTLD en une bureaucratie réformiste qui s'installe dans les nouvelles institutions, lesquelles ne changent en rien la réalité de l'oppression coloniale.

Les activistes du PPA maintenu dans la clandestinité obtiennent la création d'une Organisation Spéciale (OS) chargée de préparer une nouvelle insurrection. Dans ces conditions, le chef du parti, Messali et son équipe, aura du mal à maintenir la cohésion du MTLD, divisé entre une aile opportuniste, (les « centralistes », majoritaires au comité

LES ACTIVISTES DECLENCHENT LA LUTTE ARMEE ET IMPOSENT LEUR MONOPOLE POLITIQUE

Cette situation explique pourquoi l'insurrection du 1^{er} novembre 1954, décidée par une poignée d'activistes, devait prendre de cours les messalistes qui avaient annoncé préparer de longue date la lutte armée mais sans jamais rien décider. Il faudra d'ailleurs de longs mois pour que le gros des forces du MNA (Mouvement national algérien, issu de l'éclatement du MTLD en 1954) s'engage à fond dans la lutte tout en se refusant à rejoindre les maquis FLN qui échappent à son contrôle. Le MNA dispose à cette époque de forces considérables avec lesquelles il entend soulever et diriger les masses. En réalité, deux conceptions de la lutte s'opposent : le FLN s'appuie essentiellement sur la petite paysannerie dont il craint en même temps la mobilisation révolutionnaire. La « révolution » qu'il a déclenchée est le fait d'une armée de combattants où tout est décidé d'en haut avec l'appui des Etats bourgeois de la Ligue arabe, notamment de l'Egypte nassérienne et il n'a de cesse d'associer la bourgeoisie algérienne au « front ». Le MNA reste fidèle à son implantation dans les masses ouvrières et plébéiennes des villes et des campagnes et garde le contrôle de l'émigration ouvrière algérienne en France où le FLN est alors inexistant⁶.

Les masses, quoique sévèrement encadrées, commencent à intervenir pour leur propre compte. La première grande confrontation est celle du 20 août 1955 qui mit tout le Maghreb en feu, des émeutes de Casablanca aux jacqueries paysannes et manifestations du Nord-Constantinois, accompagnées de grèves ouvrières dans les villes et de durs combats dans les concentrations industrielles où Jacques Simon discerne « *des aspects de révolution sociale* ». La violence de la répression empêche la constitution de zones libérées (envisagée dès 1945 par Messali) mais l'objectif principal est atteint : la « question algérienne » ne peut être réglée par des moyens purement militaires mais politiques. Or c'est à partir de ce moment que se déchaîne la lutte à l'intérieur du mouvement de libération nationale entre les « messalistes » et les activistes du FLN qui intègre les anciens « centralistes » du PPA ainsi que le parti bourgeois de Ferhat Abbas, l'UDMA (Union démocratique du manifeste algérien) et l'Association religieuse des Oulémas (théologiens de l'Islam), puis les staliniens du PCA.

Le MNA qui domine d'abord une grande partie des maquis et contrôle les villes, est systématiquement éliminé de ses positions, notamment à Alger, ville qui passe au FLN lors de la fameuse « Bataille d'Alger ». Abane couronne sa victoire au Congrès FLN de la Soummam d'août 1956, lequel dote les maquis d'une direction militaire unique⁷. Le MNA poursuit la lutte, tant dans les maquis qu'il tient encore que sur le terrain politique, créant notamment en 1956 une Centrale syndicale ouvrière, l'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA). De son côté, le FLN s'implante dans la classe ouvrière, via la Centrale UGTA (Union générale des travailleurs algériens). L'impérialisme dont De Gaulle exprime les intérêts globaux, quitte à sacrifier le colonat, a compris qu'avec le FLN qui bénéficie du soutien politique et militaire des Etats bourgeois arabes, il est en mesure de trouver un terrain d'entente. Ainsi, peu à peu le vieux

central du parti), conciliatrice à l'égard des « libéraux » du régime colonial, conduits par le maire d'Alger, Jacques Chevallier, et les « activistes » qui font pression pour que soit déclenchée ce qui leur paraît la seule solution pour sortir de l'impasse, la lutte militaire pour renverser l'ordre colonial.

mouvement nationaliste est éliminé de la plupart de ses positions : isolé, il devient minoritaire en Algérie comme en France. La guerre se poursuivant, l'impérialisme frappe très durement les maquis FLN mais ne peut contrôler et encore moins détruire, aux frontières de l'est et de l'ouest, l'armée moderne à composition paysanne, édiflée par le FLN en véritable appareil d'Etat bourgeois tout prêt à se substituer au GPRA (le gouvernement provisoire algérien) qui éclate au printemps 1962 et, s'il le faut, contre le mouvement des masses, l'heure de l'indépendance venue.

Or ce mouvement ressurgit à nouveau, là où on l'attendait le moins. Aux prises avec l'armée d'Algérie, De Gaulle, le bonaparte que la bourgeoisie française s'est donné en 1958 pour en finir, pousse son 2^e Bureau à organiser le 10 décembre 1961 des manifestations de tous les Musulmans d'Alger autour de son plan de règlement. C'était jouer avec le feu et les Algériens descendent ce jour-là en masse dans les rues aux cris de « *Vive l'Algérie algérienne !* » Débordée, la gendarmerie tire dans la foule : 81 morts, une centaine de blessés. Mais dans la nuit, les femmes entrent dans la lutte, confectionnent des centaines de drapeaux algériens qui seront déployés le 11 dans toute la ville. « *Le caractère spontané et massif d'un mouvement qui s'élargit à l'ensemble des villes d'Algérie, porté par les masses urbaines et dynamisé par la jeunesse et les femmes, renoue avec le mouvement qui avait généré le 20 août 1955* » écrit Jacques Simon dans sa biographie de Messali.

Ce mouvement annonce aussi l'effondrement de l'Etat colonial au printemps 1962, lequel se traduit par l'exode de la majorité des pieds-noirs, précédant et entraînant à la fois l'occupation des grands domaines agricoles et nombre d'entreprises industrielles par le prolétariat des villes et des campagnes. Mais ce mouvement spontané n'a pas d'expression politique, ne revendique pas le pouvoir que se disputent les factions du FLN entré en convulsions. Encore faudra-t-il que pour s'installer à Alger, dans les structures de l'Etat colonial, le clan Ben Bella, appuyé sur l'armée des frontières, seule à pouvoir maintenir l'ordre bourgeois dans la tempête, liquide l'opposition militaire des maquis qui se dressent contre le coup de force. Mais jamais ces maquis, insurgés contre Ben Bella-Boumediène, ne songeront à ouvrir la voie du pouvoir aux travailleurs qui prennent possession de la propriété coloniale et des moyens de production. Il manque une direction révolutionnaire au prolétariat qui, à la tête des masses, occupe le terrain économique et celui des « biens vacants ». C'est ce phénomène de grande ampleur mais sans programme politique propre que la petite-bourgeoisie intellectuelle, essentiellement française, a caractérisé de « *socialisme algérien* » « *autogestionnaire* ». Les ouvriers des villes et des campagnes ont sauvé leur outil de travail, les récoltes de 1962 notamment, en prenant l'initiative d'assurer l'essentiel de la production. Ils ne pouvaient faire plus et les décrets de Ben Bella de mars 1963 sur « l'autogestion » (inspirés par Michel Pablo, son conseiller et ancien secrétaire de la IV^{ème} Internationale) n'ouvraient en rien une voie « nouvelle » au socialisme mais préparaient au contraire la

consolidation de l'ordre capitaliste lorsque l'Etat bourgeois en aurait les moyens sous Boumediène.

Le demi-siècle qui a suivi n'a rien changé à la structure de l'Etat bourgeois lié à l'impérialisme et dont la colonne vertébrale reste l'armée permanente qui tient les rênes du pouvoir à tous les niveaux, comme en Egypte, mais avec cette différence que la bourgeoisie « nationale » algérienne, malgré la rente pétrolière, a conservé son caractère de débilité congénitale. En fait rien n'est réglé des tâches nationales que seul un gouvernement ouvrier peut réaliser, tout comme la réforme agraire et la satisfaction des besoins de la population. Le 50^e anniversaire de l'accession de l'Algérie à l'Indépendance peut être l'occasion pour les militants

ouvriers des nouvelles générations et de la jeunesse, de tirer le bilan de l'impasse économique, sociale, politique où l'ont conduit la direction petite-bourgeoise de la guerre de libération nationale. Cette tâche vient à son heure, alors que les soulèvements en cours dans les pays du Maghreb et du Machrek, ont mis depuis plus d'un an la révolution prolétarienne à l'ordre du jour. Il faut, aux travailleurs de cette région du monde, tirer le bilan complet de la faillite de leurs propres bourgeoisies « nationales », élaborer leurs programmes d'action respectifs dans le cadre d'un premier regroupement pour une Internationale ouvrière révolutionnaire, instrument de l'instauration future des Etats-Unis socialistes du Maghreb et du Machrek.

Bernard DANDRE, le 29 mai 2012.

¹ La majorité du Congrès de Tours de la SFIO qui devait donner naissance au PCF fin décembre 1920, définit en ces termes sa politique à l'égard des colonies de l'impérialisme français : « *Le parti est pleinement d'accord avec l'Internationale Communiste pour dénoncer l'impérialisme colonial et pour prendre activement le parti des populations subjuguées par le capitalisme européen dans leur lutte contre l'oppression sous toutes ses formes* ». Voir Benjamin Stora, *Nationalistes algériens et révolutionnaires français au temps du front populaire*, l'Harmattan, Paris, 1987.

² Comme le souligne Jacques Simon, dans sa biographie de *Messali Hadj* (Paris, 1998, Editions Tirésias), le discours de Messali lors du Congrès mondial des peuples opprimés de février 1927 à Bruxelles, « *n'est pas celui d'un islamiste ou d'un nationaliste arabe, mais d'un communiste musulman. Prononcé dans une instance impulsée par le Comintern, il donnait un autre contenu au programme de l'Etoile. Le discours de Bruxelles est historique parce que pour la première fois le problème de l'indépendance des trois pays d'Afrique du nord était posé dans une instance internationale, que les revendications démocratiques, l'indépendance et l'expropriation du capitalisme étaient liées et que Messali a présenté l'Etoile comme le parti des « populations laborieuses », c'est à dire du prolétariat, la classe ouvrière. Ce discours de Bruxelles, en décalage avec celui du Comintern sur l'alliance de la bourgeoisie et du prolétariat, est au point de départ de la rupture de Messali avec le PCF* ». Or Messali à qui il faut rendre hommage pour son refus de soumettre l'organisation nationaliste au contrôle de la bourgeoisie tout au long de sa vie militante, ne raisonne pas comme un marxiste. Il suffit de noter la place centrale qu'il accorde à l'Islam dans sa propagande, la religion établie étant conçue comme une base fondamentale de la personnalité algérienne à reconquérir. L'historien algérien Mohamed Harbi qui a milité après la 2^e guerre mondiale dans le mouvement dirigé par Messali puis au FLN, a bien défini l'objectif politique du leader nationaliste : « *Le but de Messali n'était pas de supprimer la bourgeoisie au profit du prolétariat, mais de s'appuyer sur les classes populaires pour pousser et tenir en tutelle la bourgeoisie trop timorée* ». In Mohamed Harbi, *Aux origines du FLN, le populisme révolutionnaire en Algérie*, Christian Bourgeois éd., Paris, 1975.

³ C'est au 2^e congrès du MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, nom que prend le parti messaliste à partir 1946) qu'est clairement caractérisé le « populisme révolutionnaire » : « *En réalité, souligne le rapport présenté par le Comité central, il n'y pas de classes sociales distinctes (...) du point de vue social, le pays pris dans son ensemble ne présente pas d'antagonismes de classe* », in Mohamed Harbi, *op.cit.* Il s'agit là de la fameuse théorie du peuple-classe, condition à laquelle auraient été réduits tous les Algériens et qui a été partagée par la direction du PCI puis du groupe Lambert qui combattait pour la reconstruction de la IV^e Internationale, tout au long de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie.

⁴ Lors de son fameux discours prononcé le 2 août 1936 au stade municipal d'Alger, Messali apporte en ces termes un appui nuancé au front populaire : « *Certes, nous approuvons les revendications immédiates, qui sont modestes, légitimes, qui se trouvent dans la Charte revendicative qui a été présentée au gouvernement de Front populaire, et que nous appuierons de toutes nos forces pour les voir réalisées... Mais nous sommes pour la suppression des Délégations financières, du Gouvernement général et pour la création d'un Parlement algérien, élu au suffrage universel, sans distinction de race ni de religion* ». (In Jacques Simon, *op.cit.*)

⁵ Citons encore Mohamed Harbi qui analyse ainsi le rôle joué par la majorité de la population algérienne dans la société coloniale, expliquant en partie les particularités du mouvement nationaliste incarné par l'ENA, le PPA, le MTLD et dont est issu le FLN : « *Le sous-prolétariat urbain, que les lecteurs pédants de Marx assimilaient au lumpen-prolétariat, représentait la campagne dans la cité. Encore très pénétré des valeurs idéologiques anciennes, il n'avait aucun avenir dans le cadre des structures coloniales. Il était donc intéressé à un changement immédiat et radical des conditions d'existence. Par son esprit de protestation, son refus d'un progrès qui le laissait en marge, il formait un élément important des forces révolutionnaires. Il entrera en scène au lendemain de la Seconde Guerre mondiale* » (*op.cit.*).

⁶ Mohamed Harbi a bien défini les bases sociales du mouvement dirigé pendant des décennies par Messali dont le FLN procède également : « *L'Etoile nord-africaine, que prolongeront le PPA puis le MTLD, malgré sa dominante sociale ouvrière, se rattache au mouvement révolutionnaire national et non au mouvement socialiste. Ses successeurs accentueront, après la rupture avec le PCF et son implantation en Algérie, le caractère nationaliste du mouvement ainsi que son populisme. L'appellation de « parti plébéien » leur conviendrait mieux parce que la petite-bourgeoisie (intellectuels, employés, etc.) n'a pu se subordonner les classes populaires urbaines et rurales qu'au cours de la guerre de libération. Et d'une manière précaire. Avec le MTLD, elle était dépendante, dans ses revendications et son action, des masses déshéritées des villes. Avec le FLN, elle sera longtemps dépendante des paysans* » (*op.cit.*).

⁷ Et d'un programme politique rédigé par Abane, que Daniel Guérin caractérise de « *plate-forme essentiellement patriotique et militaire, privée de tout contenu social. Elle se préoccupe essentiellement et uniquement des moyens de gagner la guerre* ». D. Guérin *Quand l'Algérie s'insurgeait, 1954-1962*, Paris, la pensée sauvage éd. 1979.

Qui sommes-nous ?

Des militants attachés à la défense des droits et intérêts de la classe ouvrière et des masses exploitées en général, avec la conviction que ceux-ci exigent non pas la recherche d'une impossible réforme du système de profit capitaliste, mais **la volonté de l'abattre**.

Nous sommes profondément convaincus que des millions de travailleurs et d'opprimés ressentent, comme nous, avec angoisse, que ce système mène la société toute entière et de plus en plus vite, à une impasse sans précédent, dont la barbarie est déjà à l'œuvre. En même temps, tout en s'efforçant de réagir aux oppressions par les moyens à leur disposition, ils ne voient pas comment en extirper les racines et construire un système social qui en finisse avec l'exploitation de l'homme par l'homme, **c'est-à-dire le socialisme**.

Nous considérons que pour cette tâche historique, le prolétariat et les masses populaires en général ont besoin de reconstituer, sur le plan national en France **un Parti Ouvrier Révolutionnaire** et à l'échelle mondiale, **une Internationale Ouvrière Révolutionnaire**, qui ont été détruits par les trahisons successives de la social-démocratie et du stalinisme.

Parmi les groupes et organismes qui se réclament du trotskysme ou de la révolution, nous nous distinguons d'une part par notre refus du sectarisme comme des dérives bureaucratiques, opportunistes ou « gauchistes », d'autre part par une ligne politique constante et claire : **mettre en avant, en toutes circonstances et avant tout, le combat pour un gouvernement ouvrier fondé sur le Front unique des organisations ouvrières contre la bourgeoisie**, et contrôlé par la mobilisation permanente des masses

C'est sur cette ligne que nous militons dans les syndicats, pour la démocratie ouvrière et pour leur indépendance de classe, contre toute forme de collaboration des représentants syndicaux avec ceux du patronat et de la bourgeoisie, quel que soit son titre : « cogestion », participation » ou « dialogue social », etc...

C'est également sur cette ligne que nous militons dans les regroupements autonomes (collectifs, comités,...) par lesquels la classe ouvrière, les jeunes et les masses populaires en général cherchent à organiser leurs combats, contre la tutelle et les trahisons des bureaucrates syndicaux et politiques au bénéfice de la classe dominante.

Nous ne séparons pas ce combat quotidien pour les revendications immédiates et élémentaires des exploités, affamés et rejetés par la férocité impérialiste, des mots d'ordre « transitoires » ouvrant la voie au gouvernement ouvrier et à **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**.

Nous nous situons ainsi en continuité du « Comité pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire » fondé en 1984 par le dirigeant trotskyste **Stéphane JUST**.

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Combattre pour en finir avec le capitalisme.

NOM : Prénom :

Adresse :

E-mail (facultatif) :

Abonnement pour **10 numéros** (comprenant les suppléments, tracts, informations...) : **20,00 €**

Etudiants, chômeurs : 5, 00 à 10,00 €

Abonnement de soutien : 35,00 – 40,00 – 50,00 € - Merci

Je joins un chèque de € à l'ordre de **A.R.T.P.** et à l'adresse

de Louis RASCLE 24, allée des Platanes 69500 BRON

Signature :